

Le pays inondé.

Même notre dignité ne fut pas respectée. En effet, le 2 janvier, avant même le lever du soleil, c'est-à-dire à 6 heures, on m'ordonna de me rendre le matin de ce même jour devant le Gouverneur Général pour lui rendre raison de ma lettre au clergé et au peuple; le lendemain on me défendit de présider la Saïut dans la cathédrale d'Anvers; enfin on m'interdit de me rendre librement auprès des autres évêques belges.

Comme citoyen, pasteur des âmes et membre du Sacré Collège des Cardinaux, je proteste que nos droits, bien-aimés frères, et les miens, ont été violés.

Quoi qu'on ait prétendu, l'expérience a maintenant prouvé qu'aucun danger de sédition n'est résulté de cette lettre pastorale, mais que plutôt elle contribua beaucoup à l'apaisement des esprits et à la tranquillité publique.

Je vous félicite d'avoir accompli votre devoir avec fermeté et douceur. Restez-y attachés d'un cœur viril et paisible, vous souvenant de ces paroles par lesquelles je vous ai déjà exposé pleinement et entièrement ma pensée : « Soyez à la fois et les meilleurs gardiens du patriotisme et les soutiens de l'ordre public. »

Au reste : « Soyez fervents d'esprit, servez le Seigneur, soyez joyeux dans l'espérance, patients dans les tribulations, persévérants dans l'oraison, prenez part aux nécessités des saints.

Ne m'oubliez pas, je vous en prie, dans vos supplications; moi non plus, je ne vous oublie pas. Tous ensemble, unis étroitement par le lien fraternel, recommandons au Seigneur, l'évêque, le clergé et le peuple fidèle « afin qu'ils voient leur devoir et qu'ils aient la force de l'accomplir (1) ».

Votre très dévoué en Jésus-Christ,

D. J. Cardinal MERCIER
Archevêque de Malines.

Les T. R. Mess. les Doyens sont priés de faire le rapport sur ce qui s'est passé dans les paroisses de leur doyenné.

N. B. — Des membres du clergé ont porté pour un temps le costume civil. Que tous reprennent dès maintenant l'habit ecclésiastique. »

(1) Cette lettre était rédigée en latin. Nous en donnons la traduction d'après Massart : « Comment les Belges résistent à la domination allemande.

Finalment, la lettre pastorale fut lue quand même. Là où les Allemands avaient enlevé le document, on reçut bientôt un nouvel exemplaire de sorte que les fidèles ne purent être privés de cette lecture réconfortante.

La lettre imprimée et dactylographiée fut répandue dans tout le pays et ne tarda pas à franchir la frontière. Les journaux des nations alliées et neutres la reproduisirent, et ainsi l'Europe entière apprit comment le vaillant archevêque personnifiait la résistance passive des Belges en pays occupé.

Dans la suite de cet ouvrage, le rôle du cardinal Mercier sera encore mis en relief.

De nombreuses personnes furent condamnées à quinze jours de prison pour avoir propagé la lettre pastorale.

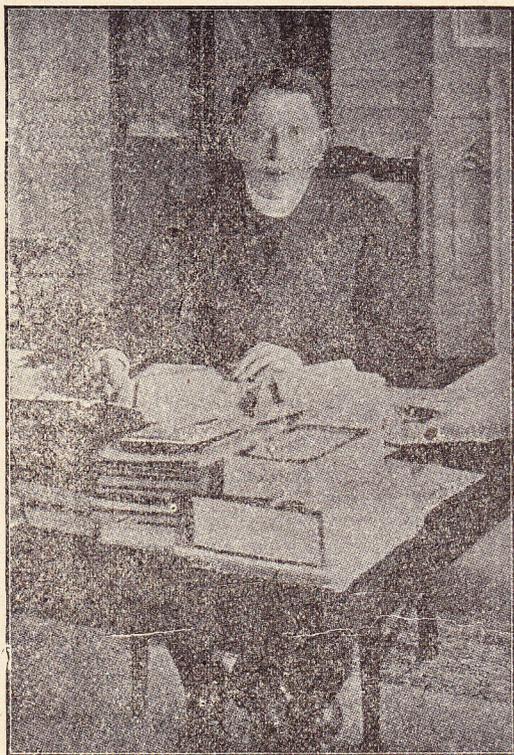
Une perquisition fut opérée chez l'imprimeur Dessain à Malines et les soldats saisirent les exemplaires qu'ils y trouvèrent.

Les séminaristes, qui étaient partis en vacances à la Noël, avaient répandu une grande quantité de numéros à la campagne.

Les émigrés français et flamands à Bruxelles. — La tyrannie allemande. — La taxe sur les absents. — L'arrestation des comtesses de Jonghe d'Ardoye et de Mme Carton de Wiart. — Meurtre à Cortemarck. — Le travail forcé à Eecloo, Luttre et Malines. — Malines isolé. — L'impératrice du Mexique. — Les Allemands dans le Nord de la France.

En janvier 1915 Bruxelles fut témoin d'un spectacle qui lui rappela qu'il y avait des épreuves encore plus dures que les siennes.

Chez M. Van Goubergen, doyen de St-Servais, à Schaarbeek, arrivèrent le curé d'un village voisin d'Arras (France), son père, sa sœur et une centaine de paroissiens. Ce



Le R. P. Rutten.

village avait été détruit. Les Allemands le rasèrent, puis, après avoir fait endurer au pauvre prêtre et à ses ouailles mille vexations, ils les enfournèrent dans des wagons. Le train voyagea en tous sens pendant quarante-huit heures. Les malheureux ne reçurent ni à manger ni à boire. Finalement, ils échouèrent dans une grande gare, où on les oublia. Au bout de quelques heures, le prêtre se risqua à questionner un officier allemand qui circulait entre les rails :

« Où sommes-nous ? Pourquoi nous laisse-t-on ici si longtemps ? »

— Je ne sais ce que vous venez faire ici. Vous êtes à Schaerbeek, Descendez et allez où vous voulez !

Ces infortunés Français convoyés ainsi en zig-zag ne savaient pas très bien où les Allemands les débarquaient. On leur trouva un abri dans une ferme, près de la rue de Jérusalem, à Schaerbeek.

Plus tard le nombre de ces malheureux s'accrut. Des femmes et des hommes ayant dépassé l'âge de milice furent autorisés à partir par la Hollande, vers la partie de la France non occupée.

Nous décrivons plus loin l'exode des grandes multitudes d'exilés du Nord de la France qui furent transférés dans notre pays vers la fin de la guerre.

Mais Bruxelles reçut aussi des compatriotes, de malheureux habitants de la région de l'Yser, notamment d'Essen, de Woumen et d'autres villages, dont nous avons rapporté le martyre.

Le 5 février on vit arriver la population mâle de Middekerke. Les femmes et les enfants avaient dû rester au village. Les Allemands avaient promis que les hommes suivraient, mais les pauvres exilés les attendirent en vain.

En outre, il y avait encore dans la capitale des milliers de réfugiés d'Aerschot, de Termonde, de Louvain et des villages détruits des provinces de Liège, de Namur et de Luxembourg.

On sentait chaque jour peser davantage la lourde main de l'occupant, qui ne laissait passer aucune occasion d'affirmer son despotisme.

Un service funèbre fut célébré le 16 février en l'église paroissiale de Saint-Gilles, pour le repos de l'âme d'un soldat belge mort au front. Le drapeau national recouvrait le catafalque. Des soldats allemands pénétrèrent

dans l'église, revolver au poing. Ils émirent la prétention d'enlever le drapeau. Le curé s'y opposa. M. Jean Van Hoeck, le décorateur bien connu, qui était debout près du catafalque, cria : « Vive la Belgique ! »

Alors, fureur des Allemands, il y eut des bousculades. Pour prévenir un conflit dont les suites auraient pu être sanglantes, M. l'avocat Hirsch monta en chaire et prêcha le calme. Nul ne songea à trouver drôle cette intervention aussi efficace qu'inattendue.

M. Van Hoeck fut conduit à la « Kommandantur » par la soldatesque.

— En Allemagne, dit-il à l'officier qui le reçoit, ne pouvez-vous pas déployer le drapeau allemand sur le cercueil à un des vôtres ?

— Oui.

— Pourquoi nous refuser le même droit ?

L'officier n'insista pas.

Les agents de police furent obligés de saluer les officiers et les Allemands, avec leur manie d'organisation, allèrent jusqu'à régler le geste et l'attitude qui devaient accompagner ce salut. Des agents furent punis, parce qu'ils salueaient avec négligence.

M. l'abbé Cuyllits, curé de la paroisse de l'Immaculée Conception à Cureghem, fut condamné à six mois de prison pour avoir assisté des jeunes gens qui voulaient se rendre en Hollande.

On lui proposa de se libérer en payant une amende de 1000 mark. Le prêtre refusa, mais ses paroissiens réunirent eux-mêmes la somme.

La loi et la justice ne comptaient plus. En voici encore une preuve.

Le 26 mars, la ville de Bruxelles reçut de l'autorité allemande ordre de pourvoir à la réfection des routes Bruxelles-Louvain et Bruxelles-Malines.

L'administration communale répondit que ce travail ne lui incombait pas, l'une de ces routes étant provinciale et l'autre route de l'Etat. L'autorité allemande insistant, M. Würth, ingénieur de la ville, fit une inspection de ces routes et conclut qu'elles étaient encore très suffisantes pour les piétons. Mais la réfection demandée visait surtout des parties des routes présentant des bosses et des fosses dangereuses pour la circulation des automobiles militaires. Raison de plus, répliqua la ville, puisque ce serait accomplir aux frais des contribuables un travail d'utilité militaire pour l'ennemi; la convention de La Haye est formelle sur ce point; il serait aussi abusif d'astreindre la ville de Bruxelles à pareils frais que d'exiger d'elle la remise en état de la route Cologne-Düsseldorf.

Réponse des Allemands : Nous ne voulons pas examiner en ce moment la question de droit; nous verrons plus tard; pour le moment, obéissez !

La ville de Bruxelles ayant formellement refusé d'exécuter ce travail fut avertie le 2 avril qu'elle était condamnée, de ce chef, à une amende de 500,000 mark, somme qu'elle a dû verser immédiatement.

Le gouvernement allemand s'étant adressé ensuite à l'administration des Ponts et Chaussées et lui ayant enjoint de procéder à cette réfection, les ingénieurs de l'Etat refusèrent en alléguant les mêmes raisons d'intérêt militaire. M. l'ingénieur Macquet fut cassé à la suite de ce refus.

L'occupant était très ennuyé de l'exode d'un grand nombre de Belges. Il désirait surtout voir rentrer les personnes aisées. Jean Massart écrit à ce propos :

« Si on pouvait seulement les forcer à rentrer. Nos ennemis acceptèrent d'enthousiasme une malencontreuse proposition, — faite par certaines administrations communales et immédiatement retirée par elles-mêmes, — qui consistait à frapper les absents d'une taxe spéciale, égale au décuple de la contribution personnelle. Les conseils communaux qui avaient eu l'idée de cette imposition se rendirent immédiatement compte de son illégalité, mais M. le baron von Bissing saisit l'occasion qui lui était offerte de vexer les émigrés. Il fit publier, à la date du 16 janvier, un arrêté au sujet de l'« impôt additionnel extraordinaire à charge des absents ». Remarque importante : la taxe n'atteignait que ceux qui avaient une certaine aisance. »

Cette nouvelle produisit une forte émotion parmi les émigrés. Nombre d'entre eux, craignant que les Alle-



Le général Détail.

mands n'opérassent la saisie de leurs biens, quittèrent le pays où ils s'étaient réfugiés et revinrent en Belgique.

Les Allemands essayèrent de s'assurer le concours des fonctionnaires du ministère des finances et celui des administrations communales pour le recouvrement de la taxe.

Les administrations communales de Bruxelles et des faubourgs protestèrent en disant qu'une pareille taxe était illégale, parce que la liberté personnelle était garantie à chaque citoyen.

A quoi l'occupant répondit qu'il jugeait la taxe légitime, parce que à son avis les émigrés riches devaient aider à supporter les charges de la population.

La moitié du produit de la taxe reviendrait au gouvernement général et l'autre moitié aux communes où les absents avaient leur domicile. La taxe pouvait être réclamée le 1er avril. Les maisons de ceux qui résidaient à l'étranger étaient à la disposition des soldats qui pouvaient s'y loger.

Les fonctionnaires du département des finances contestèrent également la légalité d'une telle mesure, mais les Allemands n'y prêtèrent aucune attention. Les pourparlers traînèrent jusqu'au 20 mars.

A plusieurs reprises l'administration communale de Bruxelles fut invitée à présenter les listes des absents, mais répondit chaque fois par un refus. L'autorité allemande menaçait alors d'agir elle-même.

Entretiens de nombreuses arrestations avaient lieu pour toutes sortes de raisons. Il nous faut tirer hors pair celles des comtesses Hélène et Valentine de Jonghe d'Ardoye. (1)

La comtesse Hélène de Jonghe d'Ardoye, âgée de seize ans, se trouvait porte de Namur, à Bruxelles, avec sa grand-mère, Mme la comtesse Valentine de Jonghe. A plusieurs mètres d'elles, un officier, le comte Wolf von Metternich, s'appropriait à monter en tram.

Brusquement il fit demi-tour, prétendant avoir entendu les mots « sale prussien ».

La prétention était d'autant plus singulière que, d'après ce qu'on assure, ce personnage s'était fait exempter d'aller au front pour cause de surdité.

Les deux dames continuèrent leur chemin, mais l'officier s'approcha, puis arrêta un soldat, avec lequel il se mit à marcher près d'elles.

Agacée par les allures de cet officier, Mlle Hélène de Jonghe dit alors à sa grand-mère, mais de manière à

être entendue par le comte von Metternich : « Voilà encore un de ces sales prussiens ».

Aussitôt l'officier fit signe au soldat d'arrêter la jeune fille, qui refusa d'avancer ainsi escortée. Le comte von Metternich voulut alors l'emmener lui-même en auto à la « Kommandantur »; Mlle de Jonghe déclara qu'elle voulait bien le suivre à pied et libre, mais qu'elle ne monterait pas dans une automobile allemande à côté de lui. Ceci lui fut reproché comme une nouvelle offense à l'armée.

A la « Kommandantur » Mme Valentine de Jonghe protesta avec énergie contre ces agissements, à la suite de quoi les deux comtesses furent traduites pour injures devant un conseil de guerre. Sans considération pour les 76 ans de Mme la comtesse de Jonghe les magistrats allemands l'obligèrent à rester pendant une heure debout devant eux.

Le conseil de guerre se composait de trente officiers en grande tenue ! En voyant cette mise en scène, les deux dames ne purent s'empêcher de sourire... C'en était trop. Mlle Hélène de Jonghe fut condamnée à 3 mois de prison et sa grand-mère à 4 mois. Toutes deux furent internées dans la prison d'Aix-la-Chapelle. (1)

Une autre arrestation, qui causa une profonde émotion, fut celle de Mme Carton de Wiart, épouse du ministre de la justice, qui était restée à Bruxelles, de même que Mme Pouillet, épouse du ministre des sciences et des arts. et Mme de Broqueville.

Mme Carton de Wiart continuait à résider à l'hôtel du ministère, bien que l'occupant y eût placé une sentinelle.

Le 4 mai une patrouille vint opérer une perquisition et fureter dans les papiers, mais sans aucun résultat.

Quelques jours plus tard, cependant, la femme du ministre fut arrêtée, sous l'inculpation d'avoir échangé des correspondances avec l'étranger et d'avoir propagé la lettre pastorale du cardinal Mercier. Elle fut condamnée à trois mois et demi de prison et transportée à Berlin. Quelque temps après et grâce à de hautes influences elle fut remise en liberté, à la condition de ne plus rentrer en Belgique. Elle se rendit alors au Havre.

L'occupant faisait bon marché de la vie des civils.

Ainsi au début du mois de juin il répandit dans le pays une affiche où s'aligeaient les noms de personnes du pays de Liège qui avaient été condamnées à mort pour avoir procuré à l'ennemi des renseignements sur les opérations militaires.

C'étaient :

Louise Frenay, de Liège; Jean Victor Bourseaux, de Liège; Jules Descnutter, de Liège; Pierre Pfeiffer, de Haut-Pré; Oscar Lelarge, de Statte; Justin Lenders, de Liège; François Barthélemi, de Grivegnée; Charles Simon, de Namur.

Mais nous parlerons plus loin de ces tribunaux de sang.

Le meurtre du tonnelier Van Damme, à Cortemarck, suscita en Flandre une émotion non moins violente.

Lors de l'entrée des Allemands dans la localité, le curé Blanka, un homme énergique d'une soixantaine d'années, qui parlait fort bien l'allemand, s'était avancé à la rencontre des soldats et avait plaidé en faveur du village. Il parvint à apaiser de multiples conflits et à éviter plus d'une dispute.

Mais il fut rendu responsable du maintien de l'ordre à Cortemarck en même temps que le vicaire Barra.

Le vénérable ecclésiastique accepta cette mission sans murmurer et avec courage.

Le tonnelier Van Damme, un homme universellement estimé, avait un fils au front, qui, avant la guerre, était garde-convoi. Depuis le début des hostilités le père n'avait plus reçu de nouvelles du jeune homme.

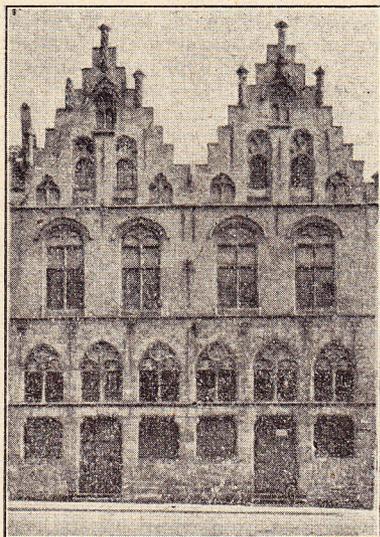
Le pauvre père était courbé sous le poids du chagrin et il ne pouvait plus trouver de consolation que dans la prière.

Un soir Van Damme alla s'agenouiller dans une petite chapelle située sur la route d'Handzaeme, tout près de la commune.

En Flandre il y a beaucoup de ses chapelles. Et sou-

(1) Nous parlerons au moment opportun d'autres arrestations, notamment de Miss Cavell, de Gabrielle Petit, etc.

(1) D'après Gille, Ooms et Delandsheere : « Cinquante mois d'occupation allemande ».



Ypres. — La Maison des Bouchers en 1914.

vent ceux qui sont accablés viennent y décharger leur cœur.

Lorsque le canon grondait aux environs de Liège, les femmes et les jeunes filles se pressaient souvent autour de ces lieux de prière. Parfois elles s'y rendaient en cortège, pour demander la conservation des êtres chers engagés dans la lutte, cherchant à apaiser ainsi la fièvre de leur cœur.

Ce soir-là Van Damme, animé des mêmes intentions, était entré dans la chapelle de Cortemarck, où se trouvait une antique statue de la Sainte Vierge.

Ayant apporté deux petits cierges, il en plaça un de chaque côté de la statue et les alluma en l'honneur de la Mère de Dieu.

Et l'esprit transporté auprès de son enfant, qu'il avait vu partir pour la guerre si robuste et si bien portant et dont il ignorait le destin, il récita une prière.

Soudain des soldats allemands arrivèrent. Ils virent les cierges.

C'était de l'espionnage ! Van Damme faisait des signaux aux Alliés...

Les Alliés étaient éloignés de 15 kilomètres... Et il faut remarquer encore que la chapelle est orientée de telle façon que le mur du fond, sans fenêtres, est tourné du côté de ce front si éloigné, tandis que la partie ouverte regarde le territoire occupé.

Il s'ensuit que les cierges ne pouvaient être aperçus que du pays occupé. Ces cierges innocents étaient l'offrande d'un père affligé et inquiet... une offrande, qui doit inspirer le respect, à quelque opinion religieuse ou philosophique que l'on appartienne.

Et malgré ses vives protestations, on n'écouta pas le pauvre Van Damme. Il fut emmené comme espion... et fusillé...

Du coup la paix et l'ordre de la commune furent troublés. Ce père en prières avait trahi les Allemands ! Malheur aux otages ! (1)

Les deux ecclésiastiques furent déportés en Allemagne. Les Allemands inaugurèrent bientôt le système du travail forcé, bien que l'époque des scandaleuses déportations ne fût pas encore arrivée. Nous allons rapporter quelques-uns de ces cas.

A Eecloo et aux environs l'occupant réquisitionna des ouvriers pour aller travailler au front. On était alors au

mois d'avril 1915. L'ennemi avait besoin de charpentiers et de maçons.

Les hommes ayant refusé de se rendre à la convocation, les soldats les arrachèrent de leurs maisons et les réunirent dans un local à Eecloo.

Un matin on les conduisit à la gare. En un instant la place de la station fut noire de monde et les gens se livrèrent à des manifestations bruyantes pour protester contre cette mesure arbitraire. Des soldats refoulèrent les femmes et les mères, ainsi que les habitants qui n'avaient pas été convoqués.

Le commandant Aegedi intervint et une femme lui donna un coup de sabot sur la tête.

Mais il fallut céder à la violence.

Les ouvriers réquisitionnés furent transportés dans les environs de Dixmude.

Quant à la ville, elle fut punie de sa résistance : les habitants ne purent sortir de leurs maisons pendant quelques temps.

D'autres mesures non moins arbitraires furent prises à l'égard du personnel des chemins de fer. L'occupant voulait intensifier la circulation des trains qu'il jugeait insuffisante. Le « Frankfurter Zeitung » émit des plaintes à ce sujet dans son numéro du 16 février 1915.

A certains endroits, notamment à Luttre, il y avait des centaines de locomotives qui devaient être réparées. Mais les ouvriers de l'arsenal refusaient d'y mettre la main. Ils savaient, en effet, que ce matériel était destiné à l'armée allemande pour combattre leur propres frères, bien que les Allemands affirmassent le contraire.

Des notables encourageaient les ouvriers dans leur résistance et les soutenaient pécuniairement, pour leur permettre de vivre sans travailler.

L'ennemi en fut informé et arrêta une trentaine de ces notables à Luttre et à Nivelles, espérant briser ainsi la résistance. En même temps il exerçait une pression sur l'administration communale.

Jean Massart, dans son ouvrage déjà cité et toujours bien documenté, nous donne à ce sujet les renseignements ci-après :

« On obligea les administrations des communes voisines de Luttre d'afficher une proclamation engageant les ouvriers à reprendre le travail.

Commune de Pont à Celles

AVIS

Par ordre de l'autorité militaire allemande, le conseil communal de Pont à Celles porte à la connaissance des ouvriers des ateliers de l'Etat les conditions générales de travail offertes par l'autorité allemande :

1. Les travaux effectués à l'atelier serviront uniquement à la réparation du matériel destiné au transport des voyageurs et marchandises belges.

2. L'administration communale tiendra note des noms des ouvriers et couvrira leur responsabilité vis-à-vis de l'Etat belge en certifiant qu'ils ont cédé à la force, comme il est constaté dès maintenant.

3. En général, les salaires payés selon les capacités des ouvriers seront plus élevés qu'anciennement afin de permettre aux ouvriers de s'assurer à leurs frais contre les maladies. Toutefois l'administration allemande prend à sa charge les dépenses médicales et pharmaceutiques en cas d'accidents et en cas d'incapacité de travail, elle admet le principe du paiement d'indemnité comme il est d'usage en Allemagne.

4. Si ces conditions sont acceptées par les ouvriers, les prisonniers seront immédiatement libérés, les habitants seront exempts de donner le logement, le feu et la lumière à 300 nouveaux ouvriers allemands et d'héberger 140 uhlands et leurs chevaux.

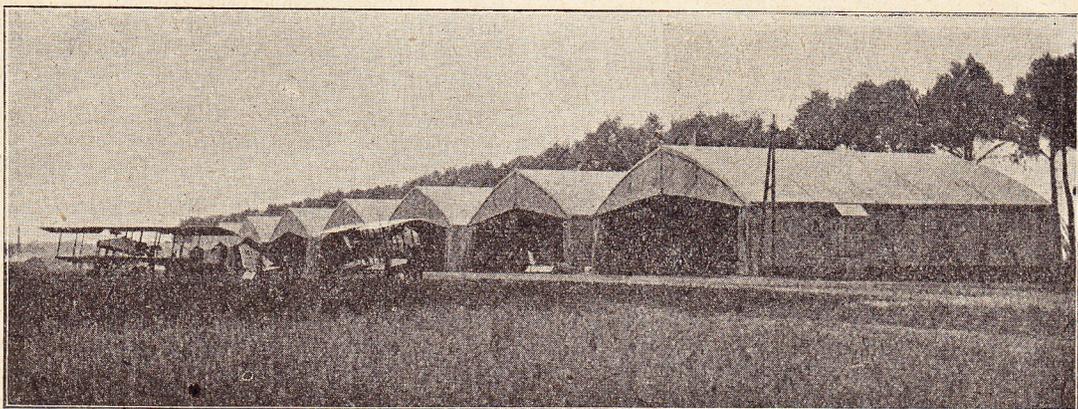
5. Le paiement des secours aux ouvriers de l'Etat qui ne seront pas requis sera assuré par l'autorité allemande.

Le conseil communal.

Présents : MM. Francotte, bourgmestre; Goovaerts et Loir, échevins; Lacroix, Delannoy, Terasse, Hanon, Rousseau, membres.

Parmi les promesses faites aux ouvriers qui consentiraient à travailler contre leur patrie, figure celle de la

(1) D'après une autre version, Van Damme aurait été tué dans une écurie par des soldats allemands qui le dévalisèrent et qui imaginèrent ensuite cette histoire d'espionnage. Le curé Blanka, qui revint plus tard à Bruxelles, et qui rentra ensuite à Cortemarck lors de l'armistice, nous a déclaré que le commandant allemand s'est refusé à faire une enquête quelconque.



Aérodrome belge derrière le front.

libération des prisonniers. Voilà donc une trentaine de notables qu'on garde en prison pour forcer des ouvriers à faire une besogne profitable à l'Allemagne.

Lorsqu'on constata que les mécaniciens persistaient à ne pas retourner à l'atelier, on condamna les prisonniers à des peines allant jusqu'à trois mois de prison; puis on envoya en Allemagne, « par mesure administrative », l'un d'eux, le bourgmestre de Nivelles.

Quant aux ouvriers, on les enferma dans des wagons exposés au plein soleil dans la gare de Luttre et on maltraita leur famille.

Le 15 mai, nouvelle affiche :

Manage, le 15 mai 1915.

Les officiers allemands ont affirmé aux anciens ouvriers de l'arsenal de Luttre, qu'ils ne seront nullement obligés de travailler pour l'armée allemande et que leurs travaux serviront uniquement pour faciliter à la population belge le transport des voyageurs et des marchandises. Qui-conque mettra en doute la sincérité d'une proclamation officielle allemande sera poursuivi, et ceux qui s'obstinent à ne pas exécuter, sous la direction allemande, les travaux jugés nécessaires dans l'intérêt du peuple belge, risquent d'être emprisonnés jusqu'à la fin de la guerre et peut-être même au delà.

(S.) Baron von HAMMERSTEN-LOXTEN.
Capitaine, chef de bataillon.

On essayait donc de faire croire à des Belges qu'ils peuvent avoir confiance dans la parole d'un Allemand.
— Peine perdue, naturellement.

Que firent alors les Allemands? Ils expédièrent les ouvriers en Allemagne, au camp de Senne. Là, à force de privations et de mauvais traitements méthodiquement appliqués, on réussit à les rendre malades et à briser leur résistance.

Nous insistons sur ce point que ces faits se passèrent au début de l'année 1915 et qu'ils n'étaient qu'un prologue des odieuses et scandaleuses déportations qui eurent lieu par la suite.

A l'arsenal de construction de Malines le procédé fut autre. Là aussi on avait besoin d'ouvriers pour réparer le matériel de chemins de fer. On en demanda 500. Comme ils ne se présentaient pas, on se procura leurs adresses, et un beau matin les soldats se présentèrent chez eux pour les conduire *manu militari* à l'atelier. Là, les ouvriers se croisèrent les bras et s'obstinèrent à ne rien faire. Force fut de les laisser partir.

Le gouverneur général imagina alors une nouvelle menace.

Il fit publier un avis disant que si le 2 juin, à 15 heures du matin, 500 ouvriers ne s'étaient pas présentés au travail, tout trafic économique serait suspendu, de sorte que la ville se trouverait coupée du monde.

Malgré ces mesures coercitives, les ouvriers malinois ne cédèrent pas. Ils ne voulaient pas travailler pour le compte de l'occupant.

Et l'interdiction du trafic fut publiée. Elle était conçue en ces termes :

a) Les autorités des chemins de fer empêcheront tout trafic de personnes et de voyageurs partant en gares si-

tuées sur les parcours suivants, ou y aboutissant :

Malines-Weerde ; Malines-Boortmeerbeek; Malines-Wavre-Sainte-Catherine; Malines-Capelle au Bois, y compris les gares-terminus.

Il sera défendu à tout civil, sous peine d'être puni, de pénétrer dans les gares en question.

b) Toute circulation de véhicules (transport de personnes et de fardeaux), de vélos, d'autos, de vicinaux et de bateaux, même en transit (à l'exception du transit des bateaux) est interdite dans la région comprise entre le pont de la chaussée de Duffel, la Nèthe et le Rupel en aval jusqu'au confluent du canal de Bruxelles, la rive est du canal vers le sud jusqu'à Pont-Brûlé, puis les chemins d'Eppeghem, Elewyt, Wippendries, Berdsheide, Campeelaar, Boortmeerbeek, Rymenam, Wurgnes, Peulis, Hoogstraat, Wavre-Notre-Dame, Buekheuvcl, Berkhoef, jusqu'au pont de la chaussée de Duffel.

Les rails de vicinaux seront enlevés aux limites de la région délimitée ci-dessus.

c) Il ne sera fait d'exception à l'alinéa b que pour les transports du Comité national destinés à l'alimentation au district interdit.

d) Le bureau des passeports sera fermé.

Si la vie économique de Malines et des environs que je me suis efforcé spécialement de favoriser, souffrait gravement des mesures susmentionnées, la faute et la responsabilité en serait au manque de prévoyance des ouvriers de l'arsenal se laissant influencer par des meneurs. »

Les Malinois, cependant, ne virent dans toute cette sensationnelle affaire que le côté comique, comme il ressort de l'ouvrage de F. Van den Bergh : « Sous la botte allemande ». Nous y lisons ces détails typiques :

« Les Malinois prirent la chose d'une façon très calme; le soir ils se réunissaient dans la maison de l'un ou l'autre voisin, et pendant la journée c'était une comédie hilarante à toutes les portes et dans toutes les rues; le spectacle en valait la peine. Lorsqu'un paysan entraînait avec sa brouette chargée ou sa charrette à chien, il devait s'arrêter devant le pont pour décharger toutes ses marchandises, puis, aidé d'un ami obligeant, il lui fallait transporter ladite brouette ou charrette dans la rue, à une distance convenable et exécuter le même manège avec son chien et avec chacun de ses sacs et de ses paniers. Une fois échappé aux regards des sentinelles, le paysan pouvait atteler et charger son véhicule.

Mais il n'y avait pas d'acheteurs au marché et le paysan en était réduit à abandonner ses tomates, ses petits pois et ses haricots sur le pavé. Jamais les légumes ne furent aussi bon marché qu'à cette époque.

Les Anversois et les Bruxellois ne venaient pas au marché, parce qu'ils ne pouvaient s'y rendre en chemin de fer ni même par charrette; mais ils se mirent d'accord pour organiser des marchés à Sempst, à Willebroeck, à Waelhem, en dehors du rayon de Malines. Pour arriver jusque-là les paysans devaient encore traverser la ville et en outre, des villages tels que Wavre-Sainte-Catherine, Putte, Bonheyden, etc. étaient également punis pour avoir dérobé des fils téléphoniques, à ce que je crois.



L'aviateur De Meulemeester.

Ceux-là pouvaient circuler avec des charrettes vides, mais non avec des charrettes chargées; c'était le temps des choux-fleurs, et alors on vit le père paysan, la mère paysanne et une demi-douzaine de petits paysans et paysannes, suant et soufflant, traînant le lourd véhicule dans un effort désespéré, à deux, trois lieues de distance et au milieu de la ville, tandis que le puissant cheval trotait derrière.

Une multitude de charrettes se suivaient ainsi, formant une véritable cavalcade à travers la ville; mais au retour, quand les charrettes étaient vides, le cheval était attelé et la famille fièrement campée sur le véhicule.

Les sentinelles postées près des ponts s'amusaient follement et aidaient même parfois les paysans à charger les sacs sur leurs épaules, mais leur attitude un peu embarrassée permettait de conclure qu'à leurs yeux aussi les mesures prises ne constituaient qu'une mesquine vengeance indigne de la « grande » Allemagne.

C'est alors aussi que les brasseurs durent rouler leurs tonneaux par toute la ville pour arriver jusqu'à leur clientèle, que les bouchers durent aller chercher leur quartier de bœuf ou leur porc à l'abattoir au moyen d'une échelle; que les négociants du marché du samedi durent apporter leurs marchandises à leurs échoppes sur une planche ou un brancard, porté par deux hommes; que les chevaux du service de la propreté publique étaient en vacances, tout comme des écoliers, ce qui ne leur était encore jamais arrivé.

Mais le commandant du district, lors de son déménagement, de chez Mouriau à la Grand'Place, se servit d'une tapisserie à deux chevaux, qui fut tournée vers l'intérieur dans l'ouverture de la porte, tandis que des tapis étaient suspendus de chaque côté parce que nul ne pouvait savoir ce qu'on y chargeait.

Enfin, la vie à Malines était vraiment drôle et lorsqu'on eut fini de construire les échoppes du marché du samedi — travail qui commençait à 2 heures de la nuit pour se terminer à 5 heures — on reçut tout-à-coup l'ordre de tout démolir sur le champ et de déménager vers le marché au Bétail, parce qu'à 11 heures — heure de la Tour — il y avait « parademarsch » à la Grand'Place.

Pendant ces jours-là le cardinal Mercier voulut se rendre à Bruxelles en compagnie du chanoine Vrancken, secrétaire de l'archevêque. Il devait donc sortir à pied de la région interdite, mais il avait été convenu qu'on enverrait de la capitale une carriole qui devait le prendre à Sempst.

Dans la traversée de Malines, Mgr Mercier fut acclamé par la foule. Aussitôt des soldats se précipitèrent et repoussèrent à coups de crosse ces dangereux « manifes-

tants... » M. le chanoine Vrancken ne put s'empêcher de dire à la soldatesque :

« Ne brutalisez donc pas ces femmes et ces enfants! Ils ne font aucun mal. Ils saluent simplement leur pasteur. »

Des officiers s'emparèrent de lui. La « Kommandantur » voulut le contraindre à faire des excuses à l'armée allemande. Refus, M. le chanoine Vrancken fut condamné à un mois de prison.

Le blocus dura huit jours et son fiasco fut complet.

Le gouverneur général fit afficher une proclamation, où il prétendait qu'il s'était présenté un nombre suffisant d'ouvriers, mais dans l'ouvrage de Van den Bergh nous lisons ce qui suit :

« J'ignore s'il y avait assez d'ouvriers, mais il n'y avait certainement pas un seul homme de l'arsenal; par contre, une foule de paysans des environs, en majeure partie des Louvanistes et des Bruxellois.

On avait transporté à l'arsenal une foule d'objets enlevés des usines de la ville : machines, établis, courroies, marteaux, pinces, tout en un mot; de ce fait quelques centaines de nouveaux chômeurs furent jetés sur la rue. Comme appât, on accordait tous les quinze jours aux ouvriers en dehors du fort salaire quotidien de six, sept et huit mark, une ration supplémentaire de pain, de pommes de terre, de farine et de tabac à des prix relativement modérés. »

Entretemps von Bissing s'était installé au château des « Trois Fontaines » entre Bruxelles et Vilvorde. Cette campagne lui plaisait et il avait exprimé au propriétaire, M. Orban Van Volxem, le désir de la louer. M. Orban refusa. Von Bissing la réquisitionna d'office et l'appela « Trois Fontaines Schloss ».

Et cela nous amène à parler d'un autre château de la banlieue de Bruxelles; celui de Bouchout, près de Meysse, habité par une tante de notre Souverain, la malheureuse veuve de Maximilien d'Autriche, l'ex-impératrice du Mexique. En fait elle est une victime de Napoléon III qui, à l'exemple de son prédécesseur Napoléon Ier, voulait fonder des trônes et en faire don à sa famille. C'est ainsi qu'il créa Maximilien empereur du Mexique, mais contre la volonté des Mexicains, qui se soulevèrent contre le souverain qu'on leur avait imposé, le firent prisonnier et le fusillèrent.

L'impératrice s'était adressée au Pape et surtout à Napoléon pour implorer des secours; mais ce fut en vain, et son intelligence sombra dans ce drame.

Pendant l'occupation on pouvait lire sur la porte du château cette inscription, signée par le gouvernement général allemand :

« Cette habitation, propriété de la Couronne de Belgique, est occupée par Sa Majesté l'Impératrice du Mexique, archiduchesse Maximilien d'Autriche, belle-sœur de l'Empereur François-Joseph, notre illustre allié. J'ordonne aux soldats allemands passant par ici de ne pas sonner et de laisser la place intacte. »

Les couleurs autrichiennes flottaient à la façade du château.

Au début de la guerre, le capitaine von Schmitz débouchant à Bouchout avec un détachement de cavalerie allemande, vit avec surprise le drapeau autrichien flotter sur le château. Il sonna à la grille :



Ruines des forts.



Les Anglais dans la tranchée à Ypres.

— Qui occupe cette propriété ?
 — Sa Majesté l'Impératrice du Mexique.
 — Bien, Je désire présenter mes hommages à Sa Majesté !
 — Impossible. Sa Majesté est invalide depuis cinquante ans et ne reçoit personne.
 Le capitaine insista longuement. Arrive un maître de cérémonies, qui lui montre, par la fenêtre d'un salon, une vieille dame vêtue de noir, étrangère, semble-t-il, à tous les drames du temps présent, se promenant dans le parc au bras d'un serviteur.

— Sa Majesté l'Impératrice du Mexique, dit-il.
 L'officier se remit aussitôt en selle et après avoir salué le drapeau autrichien, disparut dans la direction de Bruxelles. (1)

Le Nord de la France gémissait aussi sous la domination allemande.

Il faut lire, par exemple, l'ouvrage émouvant du maire Basly sur « Le Martyre de Lens », pour se faire une idée des procédés despotiques mis en œuvre par les Allemands.

« Dans une pauvre maison de Lens, un soudard, ayant aperçu la niche rapportée par un des enfants, bouscula le porteur, s'empara du pain. A ce moment, le père rentrait; il exigea que l'Allemand rendît ce qu'il venait de voler. Les mioches n'avaient rien d'autre à manger ce jour-là tandis que l'étranger, comme souat, avait reçu du ravitaillement sa part réglementaire.

L'ouvrier cria-t-il trop fort, menaçait-il le voleur? En tout cas, ce dernier s'éclipsa, puis revint avec deux camarades, et le père de famille, obligé de les suivre, fut conduit sous bonne garde vers l'« Hôtel des Voyageurs ».

Là, des officiers d'état-major achevaient un déjeuner copieusement arrosé; chacun d'eux avait déploré, avec une sévérité de moraliste, le grossier matérialisme des Français, lui opposant le pur idéalisme germanique, mais la fin du repas traînait un peu. Précisément, l'arrivée de cet ouvrier véhément, farouche, se débattant entre des soldats, allait les divertir. C'était une véritable aubaine, quelque chose comme un orchestre de tziganes dans un souper fin.

Les soldats saluèrent, se plaignirent, désignant du doigt, du regard l'accusé; celui-ci, redevenu calme, maître de ses paroles, s'expliqua : s'il avait laissé faire le soldat, ses petits n'eussent pas mangé.

Alors les officiers haussèrent les épaules. Cette histoire de pain, d'enfant, était assommante. Ils espéraient quelque récit affriolant, graveleux. Pourquoi, diable, ce Français était-il venu les déranger? Comment avait-il osé? Tout cela pour un pain; ils en jetaient à la rue tous les jours; ils en piétinaient des morceaux, en ce moment, sous leurs semelles boueuses.

Mais, pour le principe, une sentence devait être rendue, et le chef du mess, regardant les soldats, leva les mains dans un geste vague qui signifiait :

« Faites-en ce que vous voudrez ».

Et les soldats allemands empoignèrent l'homme, le poussèrent dans le petit jardin d'une maison abandonnée et l'abattirent.

(1) Gille, Ooms et Delandshere : « Cinquante mois d'occupation allemande ».

Une institutrice, Mlle Pruvost, avait disparu; ses compagnes, des amis, la cherchaient en vain depuis quelques jours. On ne s'entretenait plus que de ce mystère, et naturellement les opinions les plus contradictoires avaient libre cours.

— Elle a réussi à se sauver, disait l'un.

— Ils la tiennent séquestrée dans un de leurs casinos, soutenait un autre.

— Ils l'ont assassinée, répliquait un troisième.

Je ne disais rien, mais je croyais au crime.

Demeurant avec sa sœur et une autre institutrice, la jeune fille avait une conduite exemplaire. Tout soupçon à ce sujet devenait une grave offense. Si, par hasard, elle ne rentrait pas directement chez elle, après ses heures de classe, c'est qu'on l'avait chargée de surveiller une maison inhabitée; elle y passait chaque jour. C'est tout ce que nous savions. A la mairie, où Mlle Pruvost était connue, appréciée, il nous arrivait fréquemment de parler du drame; selon nous, les mains allemandes avaient dû laisser des traces de sang; mais où?

Un jour que nous causions de l'affaire, dans la salle de l'état civil, Leclerc entra, tremblant, la gorge convulsée :

— Je l'ai vue, s'écria-t-il en s'effondrant sur une chaise.

Nous avons tous compris; il s'agissait d'elle, de la « morte ».

— Eh bien? fimes-nous, plusieurs ensemble.

— Noyée, répondit-il, la tête enfoncée dans un baquet rempli d'eau.

— Où cela? demandai-je.

— Dans la maison qu'elle gardait.

Et Leclerc ajouta :

— Il y a un poste de soldats dans un hangar voisin.

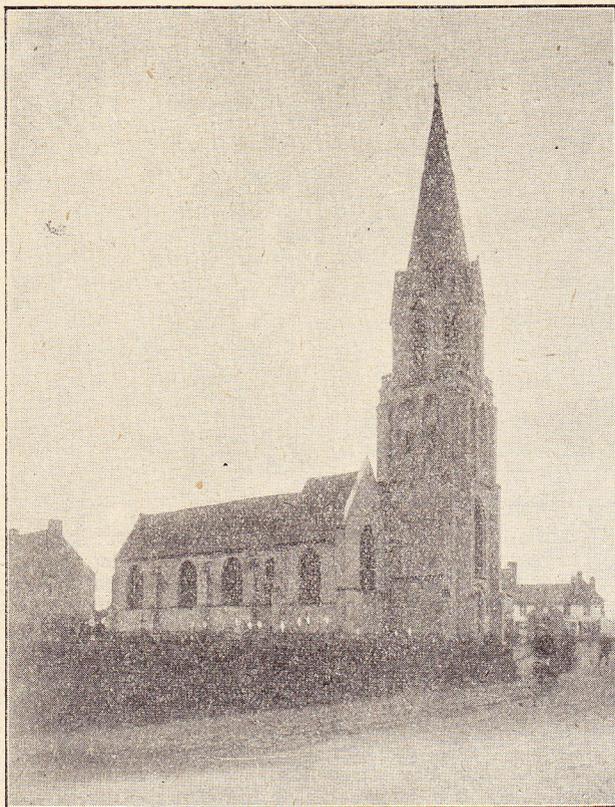
Le crime était évident; je me rendis sur-le-champ à la kommandantur. Klaus m'écouta avec impatience, et me dit sèchement qu'il se chargeait de l'enquête. Un juge de paix — un Français — procéda aux constatations d'usage, mais, seule la kommandantur eut connaissance de ses conclusions... et l'affaire fut classée.

A Lens — comme ailleurs — des Français, qui n'avaient pas encore pu être appelés par la mobilisation, restaient cachés. Ils ne voulaient pas se présenter au contrôle et vivaient chez eux, sous des charges de branchements ou de sable.

« Ne dites votre secret à personne », avait dit le maire. « Rendez-moi les cartes de vos parents. Je les raye de nos listes fournies à la kommandantur. Pour tous, ils sont morts. Mais je vous donnerai leurs rations. »

L'officier de police Klaus, renseigné sans doute par des soldats, multiplia les perquisitions sous prétexte de rechercher des bicyclettes, des pigeons voyageurs.

Alors, sous la conduite du policier Rosenfeld, les policiers opérèrent, des soldats en armes firent brusquement irruption dans les rues, cernèrent les maisons, décidés, féroces, un doigt sur la gâchette de leur fusil, prêts à tirer sur l'habitant qui tenterait de fuir. Sans prendre garde aux gémissements des femmes, aux cris des enfants, les soudards bouleversaient tout, souillant, brisant le mobilier, avec un entrain démoniaque. Mais quels ricanelements de triomphe quand, sous un paquet de loques, de



L'église de Bixchoote.

brindilles de bois mort, ils découvraient un pauvre être exsangue, presque agonisant!

Quelques-uns furent découverts. Bientôt les habitants durent vivre dans les caves, car Lens était exposé constamment au feu des Anglais.

Ces pauvres martyrs étaient enfermés ainsi comme dans un tombeau, ils ne pouvaient plus remonter à la surface ni respirer l'air pur du dehors.

Quelques-uns, à peine âgés de quarante ans, avaient maintenant des cheveux gris; beaucoup tremblaient comme des vieillards. Leurs longues épreuves et les bombardements qu'ils venaient de subir leur avaient fait perdre toute notion de temps, de lieu; ils gémissaient :

— Où sommes-nous ?

Puis ils retombaient dans un mutisme de déments.

« Que de drames poignants, irracontables nous furent révélés lors de nos visites à ces tombes ouvertes! Il y avait des hommes blessés, malades depuis longtemps et qui, par crainte d'être pris, n'avaient osé réclamer le médecin. Nous découvrîmes des morts dont les lèvres serrées révélaient la résolution farouche », rapporte le maire.

« Tous les prisonniers immédiatement saisis par les policiers de la kommandantur étaient dirigés sur un hôpital, si leur état l'exigeait, ou sans retard envoyés dans les geôles allemandes.

La kommandantur exigeait un rapport quotidien sur les bombardements, avec les noms et la qualité des victimes; renseignements utilisés par la *Gazette des Ardennes* — un journal français publié et propagé par les Allemands en territoire occupé — qui donnait dans chaque numéro la liste des assassinats commis par les Anglais. » Nous n'étions pas dupes de cette hypocrite pitié. Une seule chose importait, c'était de relever au plus vite les blessés, les agonisants, atteints dans la rue ou dans l'ombre de leurs caves.

Or, à peine un éclatement avait-il frappé, déchiré la ville déjà pantelante, qu'un homme s'échappait de la mairie, courant dans la direction de l'averse infernale, passant sous elle, sans la voir, emporté par la passion de se dévouer, les bras tendus comme un saint Vincent de Paul vers la douleur humaine.

Et ce saint, cet homme héroïque, le père Dilly, était un pauvre poseur de carreaux, peintre et colleur d'affiches, père de cinq enfants.

Quand on le voyait saisir sa civière, appeler un aide, d'une voix brusque, pressée, nous lui disions :

— Attendez un instant.

Mais il ne pouvait rester en place; il s'élançait dans la rue tout seul. S'il tremblait, c'était d'arriver trop tard. Calme, tranquille, sous les pires bombardements, il couchait un blessé sur son brancard comme s'il était du mastic sur les bords d'une vitre neuve, sans plus se dépêcher.

S'il jugeait la victime intransportable, le père Dilly, suivant d'un pas égal son petit bonhomme de chemin, se rendait chez le docteur Emery, aussi brave, aussi téméraire que lui. Alors, sous les sifflements des obus, le vitrier éclairait le patient avec une mauvaise lanterne et le praticien procédait à l'opération urgente, sortait ses paquets d'ouate, déroulait ses bandes. Les deux héros retournaient ensuite chacun à son poste : le chirurgien à l'hospice, le père Dilly à la mairie.

La nuit, quand les Lensois étaient jetés à bas de leur lit par quelque explosion, ils attendaient un instant, le cœur battant d'émotion, puis s'endormaient, confiants, en murmurant :

— Le père Dilly veille sur nous.

Cependant, malgré le dévouement de ces hommes, les morts se multipliaient.

Il ne se passait guère de jour qu'au seuil de notre cave chevrotât la petite voix cassée du crieur public. Elle disait : « Vous êtes prié d'assister aux obsèques qui auront lieu demain, de monsieur..., de madame... ou de mademoiselle... » Une parente, un ami ou bien un enfant qu'on avait vu jouer autrefois sur la grande place s'en allait sans avoir vu luire l'aube du grand jour!

Mais pour accompagner une dernière fois un être cher, il fallait donner son nom à la mairie, la veille de la cérémonie, avant cinq heures. La liste était portée par mes soins à la kommandantur et l'autorisation — nous devons le reconnaître — était généralement accordée.

Les enterrements avaient lieu à sept heures du matin. Le triste spectacle de celui de ces funérailles de guerre! A travers la ville en ruines, toute fumante des incendies allumés par les obus, la voiture avançait en cahotant, car les Allemands avaient enlevé les pavés des chaussées par places.

On marchait par groupes serrés, silencieux, en songeant : « A qui le tour demain? » Subitement, sur le pont du canal, avant de pénétrer dans le cimetière, des gardes faisaient un geste impérieux de la main. Le cortège s'arrêtait. On inspectait nos papiers. Les personnes qui n'étaient pas pourvues d'autorisation ne pouvaient passer. Les autres arrivaient au cimetière; là, le temps nous était mesuré; les soldats veillaient, en armes, entre les demeures de nos morts.

Mais nos geôliers avaient beau crier des menaces, il se trouvait toujours des femmes pour s'échapper, aller s'agenouiller sur les tombes de nos soldats, jeter sur elles de pauvres fleurs, arrachées dans leurs jardins, vrais jardins de l'enfer, taradés, déchiquetés par les projectiles.

En revenant, nous lançons des regards vers le cimetière allemand; si vaste, avec sa déesse de la guerre, aux ailes éployées, gardant l'entrée, et nous remarquons :

— Comme il s'est rempli depuis la dernière fois!

Les manifestations que chaque enterrement occasionnait au cimetière surprenaient, irritaient les Allemands.

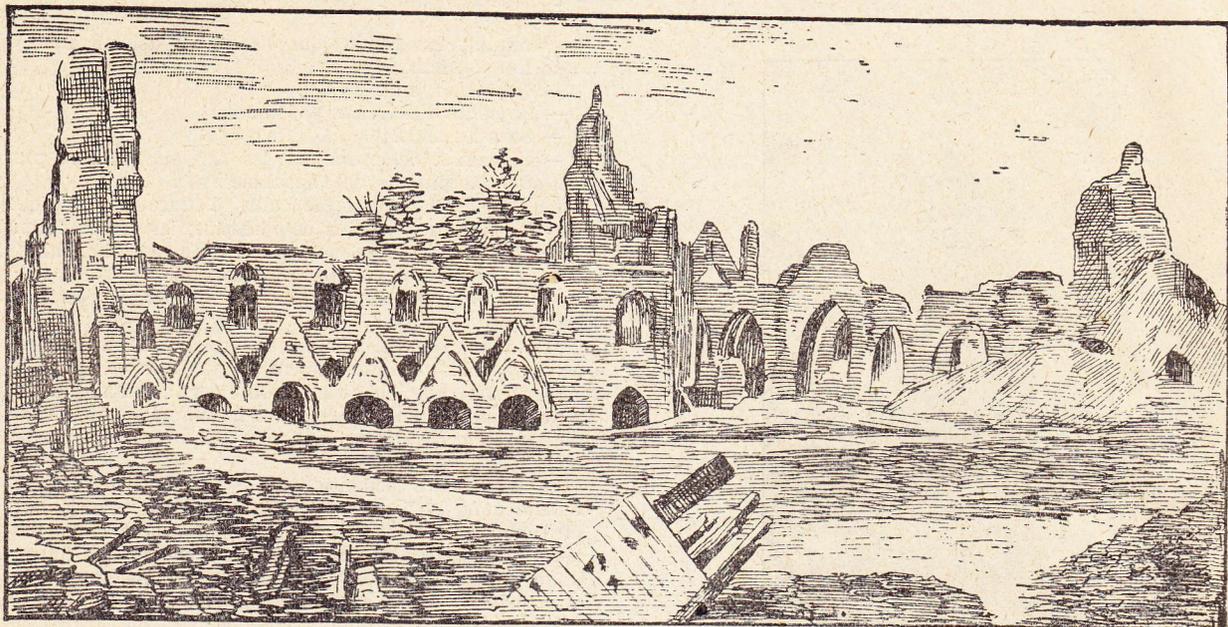
Ils s'efforcèrent d'abattre le courage des habitants et ne reculaient devant aucun moyen pour arriver à leurs fins.

Un jour, dans un coron, à Pont-à-Vendin, des soldats s'emparèrent d'un ouvrier, un jeune homme de dix-neuf ans, qu'ils ligotèrent et conduisirent sous bonne escorte à la kommandantur de Lens.

— Qu'est-ce que j'ai fait? criait le garçon en se débattant. Laissez-moi!

En route, les soldats se détournèrent, le faisaient avancer à coups de poing sur le visage; l'ouvrier saigna; les assassins se mirent à rire en regardant leurs mains rouges.

A la kommandantur, les soldats firent leur dépo-



Ruines des Halles à Nieuport.

sition : le jeune homme avait tiré sur eux. Où se trouvait l'arme? Ils ne l'avaient point cherchée. La balle ne pouvait-elle pas provenir des tranchées proches? Ce n'était point leur affaire. Le criminel était là; ils l'affirmaient sous serment.

— Mais je n'ai pas de fusil ! cria le petit.

L'officier de police, sans même interroger la victime, leva simplement la tête.

— Quelle est votre religion? demanda-t-il.

— Catholique.

— On va vous donner un prêtre.

Tout était préparé depuis longtemps; les comparses savaient leurs rôles; les accessoires n'étaient pas loin. Sur un signe du lieutenant, un aumônier allemand parut; il appela le jeune homme qui, docilement, le suivit dans un local proche; tous deux demeurèrent enfermés quelques instants.

Lorsque le condamné sortit, il s'arrêta tout d'un coup, tremblant, le visage convulsé. Sous ses yeux hagards, s'allongeait une grande boîte vide : son cercueil.

— Je n'ai rien fait; je n'ai rien fait, gémissait-il.

Alors, l'étrange prêtre qui l'avait confessé, cria : «C'est un menteur! Un menteur!»

On poussa l'ouvrier à coups de crosse et le cortège se mit en marche; deux soldats portaient le cercueil vide, à côté du jeune homme. On le fusilla dans la cour de la gare.

Le lendemain, un vieux mineur d'Angres, accusé d'outrages envers un soldat, qui lui volait ses grosseilles, marchait à la mort avec le même funèbre cérémonial.

Ainsi les Allemands faisaient régner la terreur afin de nuire le moral de la population, mais sans d'ailleurs y réussir.

Plus tard ordre fut donné à toutes les femmes de 15 à 55 ans de se soumettre à un examen médical institué par les Allemands. Cette mesure devait s'appliquer à toutes les femmes sans exception, non seulement aux femmes de mauvaise vie, mais aux personnes honnêtes, jeunes filles, filles, mères et épouses.

Une femme s'adressa au maire Basly en ces termes :

— Monsieur le maire, le policier Rosenfeld est venu dire qu'il fallait nous présenter, mon enfant et moi, devant un major allemand.

— Et que comptez-vous faire?

— Je n'irai pas. J'aime mieux mourir que de me soumettre à cette visite.

« A ce moment la fillette éclatait en sanglots, se blotissant contre sa mère, et toutes deux restaient embras-

sées pendant quelques secondes sans ajouter une parole.

— Il ne faut pas y aller, vous avez raison, répliquais-je, cachant mon émotion.

— Mais que feront-ils?

— Ne vous inquiétez pas.

Je me rendis à la kommandantur.

— Qu'est-ce que vous venez faire encore, s'écria l'officier en m'apercevant.

— Je viens protester, dis-je, contre la lâcheté des autorités allemandes envers les jeunes filles et les femmes de Lens.

— Ah! vous faites, sans doute, allusion à cette formalité médicale?

— Oui, et c'est une honte, m'exclamai-je!

— Adressez-vous au général; je ne fais qu'exécuter ses ordres.

— Ils sont odieux et les habitants de Lens n'ont pas mérité cette injure.

— Elles n'ont qu'à obéir.

— Elles refusent.

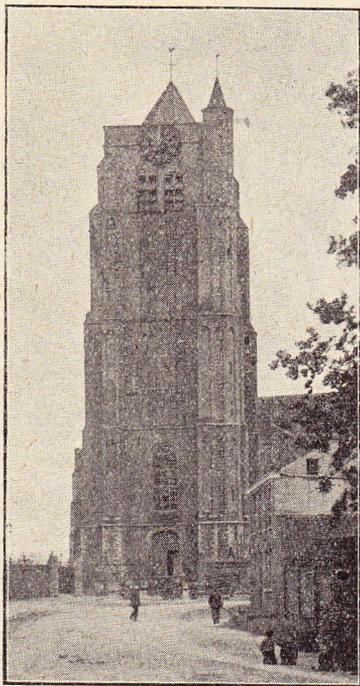
— On les y forcera.

Le maire se garda de rapporter cette conversation aux pauvres femmes qui venaient à la mairie. A toutes, il prêchait la résistance. Du reste, seules certaines filles avaient accédé aux exigences de la kommandantur. Mais c'était là un résultat insuffisant pour le fonctionnaire servile, décidé à fournir à ses supérieurs une statistique imposante. Dans ce but, il usa d'un stratagème répugnant, méprisable.

Sous le prétexte d'obtenir des renseignements insignifiants, il fit appeler certaines personnes de la ville à la kommandantur. Des femmes et des jeunes filles s'y présentèrent sans appréhension, sans défense. Mais sitôt qu'elles eurent pénétré dans la cave, des policiers se jetèrent sur elles, les enfermèrent dans une pièce et là, des majors examinèrent les malheureuses, malgré leurs supplications, leurs gémissements. Puis, le crime accompli, on les renvoya chez elles.

A peine la nouvelle de ces attentats se fut-elle répandue par la ville, que les mères et leurs filles résolurent de mourir dans leurs cachots, plutôt que de subir pareil guet-apens.

Aussi, dans la suite, aucune femme ne voulut se rendre à la kommandantur. Cependant, le bourreau exigeait toujours des certificats de visite. Que faire? Comment se les procurer? Était-il possible de satisfaire à la volonté du Prussien en évitant l'examen des médecins? On essaya. L'habitude du malheur rend ingénieux. D'abord les



L'église d'Essen avant la destruction.

temporisations, la mauvaise volonté lassèrent les autorités allemandes; puis le docteur Emery donna tous les certificats qu'on lui demanda et le tortionnaire de Lens dut s'en contenter.»

A Lens il y avait vingt-six écoles souterraines. Les instituteurs et les institutrices restèrent à leur poste.

«Mais les élèves méritaient autant d'admiration que les maîtresses. Nos écoliers de la guerre, comme ils étaient braves ! s'écrie le maire. Pour se rendre en classe, ne devaient-ils pas porter leur sac, comme des soldats, sous les sifflements des obus? Dans ces sous-sols sombres, éclairés de mauvais quinquets, il fallait les voir si sages, si désireux d'apprendre. Certains jours, je venais leur dire : « Ces années de malheur ne doivent pas être perdues; travaillez bien, malgré toutes les difficultés présentes. La France aura besoin d'hommes instruits. » Et j'ajoutais : « Souvenez-vous qu'il faut vivre dans l'espérance ! »

Alors, les maîtresses s'assuraient qu'au-dessus de la cave les Allemands ne se tenaient point aux écoutes, que les portes étaient bien fermées, et, ces constatations faites, on criait tous ensemble : « Vive la France ! »

Je leur avais dit : « Mes enfants, on n'est pas riches, on ne peut pas vous donner de prix. » Ils avaient répondu : « Cela ne fait rien, on s'en passera. » Mais tous ces petits êtres vaillants montrèrent tant de courage, tant de zèle, que je pensai : « Il faut les récompenser quand même. »

Comment faire? Acheter des livres? On en trouva quelques-uns dans les boutiques, mais le nombre n'était pas suffisant; alors, tous les vieux Lensois qui depuis trente, quarante ans, gardaient leurs anciens livres de prix, se mirent à leur recherche, les dénichèrent, les réunirent, les apportèrent à la mairie. Et le jour de Noël, les ouvrages un peu défraîchis qui racontaient des histoires d'une autre époque, presque d'une autre monde, furent distribués aux écoliers de la guerre.

Mais nous avions eu beau choisir les caves les moins humides, les plus vastes — les caves de brasseurs avaient été réquisitionnées par les Allemands, pour leurs casinos, — ces jeunes poumons manquaient d'air, ces frais visages s'émaciaient. Songe-t-on que ces corps enivrés de mouvement de vie, avaient perdu l'habitude de jouer? Trois années sans récréations, telle fut l'existence de nos petits.

— Il faudrait organiser quelque chose pour développer

ces enfants, me dit un jour l'excellent docteur Emery, d'un ton soucieux.

— Quoi, mon ami?

— Un cours d'exercices physiques.

— Sous les obus?

— Le matin, de sept à dix, les Anglais ne tirent pas; on pourrait profiter de l'accalmie.

Le projet fut exécuté; le cours d'éducation physique eut lieu dans les jardins de l'hospice; les élèves furent pesés, mesurés chaque semaine, et le docteur Emery, devant les résultats, se frottait les mains.

— Ils profitent, les matins, ils profitent ! s'écriait-il gaiement.

Mais à dix heures, il fallait se dépêcher de rentrer, car les projectiles recommençaient de pleuvoir.»

M. Duquesnoy, un vieil instituteur asthmatique, instruisait dans la mesure de ses moyens les enfants qui ne pouvaient fréquenter les écoles à cause du danger des obus.

Voilà quelques échantillons de l'administration allemande dans le Nord de la France. Nous verrons plus tard que là aussi ils devaient inaugurer l'esclavage moderne et les travaux forcés. Du reste ce système fut appliqué sans délai et on peut en citer comme preuve les événements qui se déroulèrent au début de 1915.

Les ouvriers d'Halluin avaient refusé de travailler, parce que les produits étaient destinés à l'armée allemande. Les autorités allemandes édictèrent des mesures rigoureuses, telles que la privation de secours et l'interruption de trafic, espérant par ce moyen pouvoir exercer une pression sur les autorités locales et les notables. Ce fut en vain.

Puis ils écrivirent la lettre catégorique que nous reproduisons ci-après :

« Messieurs,

Les événements qui se passent sont connus de tous ces Messieurs. C'est la conception et l'interprétation de l'article 52 de la Convention de La Haye, qui a créé les différends entre vous et l'autorité militaire allemande. De quel côté est le droit? Ce n'est pas à nous de le discuter, parce que nous ne sommes pas compétents et nous n'arriverons jamais à nous entendre sur ce point-là. Ce sera l'affaire des diplomates et des représentants des différents Etats après la guerre.

Aujourd'hui, c'est exclusivement l'interprétation de l'autorité militaire allemande qui est valable, et en raison de cela, nous entendons que tout ce que nous aurons besoin pour l'entretien de nos troupes soit fabriqué par les ouvriers du territoire occupé. Je puis vous assurer que l'autorité allemande ne se départira sous aucune condition de ses demandes à ses droits, même si une ville de 15.000 habitants en devrait périr. Les mesures introduites jusqu'à présent ne sont qu'un commencement et chaque jour il y aura des mesures sévères jusqu'à ce que notre but soit atteint.

C'est le dernier mot et le bon conseil que je vous donne ce soir. Revenez à la raison et faites en sorte que tous les ouvriers reprennent le travail sans délai; autrement vous exposez votre ville, vos familles et votre personne même aux plus grands malheurs.

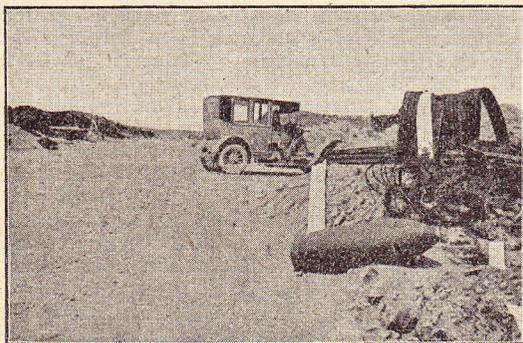
Aujourd'hui et peut-être encore pour longtemps, il n'existe pour Halluin, ni préfecture, ni gouvernement français; il n'y aura qu'une seule volonté, c'est la volonté de l'autorité allemande.

Le commandant de place SCHRANCK. »

Schranck n'y allait donc pas par quatre chemins.

La détresse du nord de la France débordait jusqu'au-delà de ses frontières. Ainsi nous retrouvons parmi nos notes de l'époque ce qui suit :

« C'était bien un groupe navrant de femmes et d'enfants que j'ai rencontré aujourd'hui à Flessingue, composé principalement d'exilés du nord de la France, des environs de Douai, d'Arras, de Lille, de Valenciennes, de Cambrai. D'autres étaient des Françaises, domiciliées à Bruxelles. Mais je ne parle ici que des premières. « Expatriées », me déclara l'une d'elles, en se désignant elle-même et ses compagnes d'infortune. Expatriées... voilà bien le mot qui dépeint leur situation. Elles habitaient



Wytshaete après la destruction.

paisiblement un petit village dans ce joli pays accidenté du nord de la France, le mari gagnait largement sa vie et l'aisance régnait au foyer. Mais la guerre éclata, les hommes durent partir à la guerre, les Allemands arrivèrent et la ligne du front sépara le pays occupé... On mangea du pain noir et indigeste, divisé en petites portions. On allait en rangs chercher la soupe distribuée aux chômeurs par l'administration communale. Et qui n'était pas chômeur ?

Un grand nombre de ces malheureux habitait la région dangereuse.

« Je suis restée trente-sept jours dans la cave avec mes enfants », me raconta l'une d'elles. « C'était près de Douai. Les obus éclataient au-dessus de nos têtes... les obus de notre propre armée. Les Allemands nous donnèrent à manger... Mais un matin on nous transmit l'ordre de partir. Il fallut quitter nos foyers précipitamment. Tout en pleurant je voulus serrer quelques vêtements dans une valise.

On ne m'en laissa pas le temps... Des militaires nous conduisirent. Nous traversâmes ce pauvre département du Nord, en parcourant des villages mornes et déserts. On nous emmena à Bruxelles. Une multitude de personnes de la France occupée séjournaient dans la capitale belge. Chaque mois nous devions nous présenter au contrôle, car nous étions traitées comme des prisonnières, ou au moins comme des internées.

Nous priâmes, nous suppliâmes les Allemands de nous laisser partir pour la France non occupée.

Là du moins nous serions dans notre patrie, plus près de nos maris, de nos fils, de nos frères. A plusieurs reprises on repoussa notre requête, mais enfin, on nous procura le passeport si ardemment désiré. Nous fîmes le voyage d'Anvers à Esseen avec un passeport délivré par le consul d'Espagne, qui est chargé actuellement à Bruxelles des intérêts des Français. Et lorsque du train nous aperçûmes le drapeau néerlandais, qui déployait nos propres couleurs nationales, lorsque nous nous sentîmes dégagées du pesant fardeau de la domination étrangère, des acclamations spontanées nous échappèrent, tandis qu'en même temps des larmes de tristesse montaient sans bien des yeux. Car nous sentions de nouveau si vivement que nous sommes des expatriées.

Elles avaient tout abandonné là-bas dans le Nord de la France... leur foyer et leurs biens, leur modeste mobilier, leurs habits... du charbon, du bois... Expatriées, exilées !

Elles sont arrivées ici au nombre de quatre-vingt sept femmes et enfants. Un grand nombre d'autres doivent suivre.

Elles avaient vécu dans l'aisance... Et maintenant la plupart d'entre elles avaient encore quelques « bons communaux » de cinq et de deux francs, émis par la « Commune de Lille », la « Commune de Wattrelos », la « Commune de Croix », etc. Les hommes âgés de moins de soixante ans ne pouvaient quitter la Belgique... Quel sort les Allemands réservent-ils aux hommes ?

J'ai contemplé ces exilées et mon cœur s'est serré. J'ai vu des vêtements rapiécés, des robes usées et décolorées... J'ai vu des indices de privations... et mes pensées se sont reportées au lumineux pays, qui m'est si bien connu, de Douai, Arras, Cambrai, Laon...

Tandis qu'elles attendaient devant la porte du consulat, des enfants jouaient à cache-cache derrière les arbres et

les réverbères. Ces enfants n'avaient pas vu leur père depuis un an, car la plupart des femmes ont leur mari dans l'armée française. Mais maintenant les petits étaient heureux, heureux d'aller en voyage, d'aller retrouver leur papa. Une dame restait accablée au mur, le visage empreint de tristesse. Elle portait des habits de deuil... Quinze jours auparavant on lui avait annoncé que son mari était tombé à l'ennemi... Quelle misère immense que cette guerre...

La femme d'un officier français me raconta qu'à Bruxelles elle avait dû aller chercher de la soupe.

« Que voulez-vous ? » dit-elle d'un ton résigné... Et puis, avec un éclair dans les yeux :

« Les hommes luttent... nous aussi, nous pouvons souffrir, tout en restant fières. »

Elle aussi était pauvrement vêtue et son visage portait la marque de la souffrance, mais elle me parut être une de ces héroïnes de la France ardente et luttant pour son bon droit.

Un grand nombre d'entre elles avait donc vu la guerre de près et tremblé d'angoisse dans les caves qui leur avaient servi de refuge pendant le bombardement.

L'une d'elles avait vu brûler Douai... et elle raconta que plusieurs habitants avaient été tués dans leurs maisons. Les villages situés à proximité du front avaient également été témoins de scènes effroyables. Des civils sont morts de faim dans les caves d'où ils ne pouvaient sortir à cause de l'intensité du bombardement.

A Douchy, près d'Arras, un enfant de dix-sept ans avait tué un soldat allemand; aussitôt douze civils pris au hasard furent groupés ensemble et fusillés en présence de leurs femmes et de leurs enfants qui poussaient des cris et des gémissements.

Le Nord de la France est isolé derrière la Belgique occupée... Rarement des nouvelles arrivent de là jusqu'à nous... Mais la misère y est très vive et le deuil profond.

Et ces exilées songent en frémissant à leur village natal.

Expatriées... elles ne le seront heureusement plus longtemps. Elles retourneront en France, dans la patrie libre et non occupée par l'ennemi... Elles y seront accueillies avec enthousiasme. Et comment pourrait-il en être autrement ? Ne sont-elles pas les représentantes de cette partie du pays, pour laquelle les soldats français luttent avec tant d'héroïsme, elles qui ont tout perdu et qui ont senti peser sur elles la botte d'un ennemi insolent ?

LA DEUXIÈME BATAILLE D'YPRES

Réorganisation de l'armée. — Rappel des Belges célibataires de 19 à 25 ans. — Le printemps. — Les combats autour de la colline 60. — Le début de la seconde bataille d'Ypres. — Les gaz asphyxiants.

Au cours des combats près de Liège, sur la Gêthe et autour d'Anvers, les Belges avaient déjà subi de lourdes pertes. A l'Yser, ils avaient perdu ensuite un quart de leur effectif, soit 14.000 hommes environ. Les troupes étaient épuisées. Les anciennes classes, en plein désarroi, avaient dû être transportées à l'arrière. Nous n'avions plus ni dépôts, ni casernes, ni hôpitaux, ni usines.

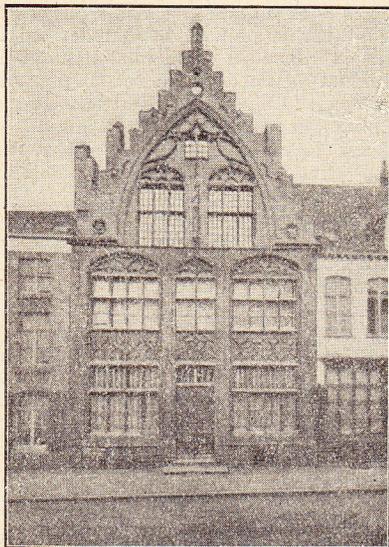
L'armée tout entière devait être réorganisée.

Le gouvernement ne pouvait convoquer le parlement. La nouvelle loi militaire n'était en vigueur que depuis deux ans et la population se trouvait sous la domination allemande. On n'avait appelé sous les drapeaux qu'une partie de la classe 1914 et on n'avait même pas enrôlé tous les volontaires qui s'étaient présentés au contrôle.

De quels moyens disposait-on pour renforcer l'armée ? Le gouvernement invita les jeunes gens émigrés à prendre les armes, et à remplir leur devoir à l'égard de la patrie menacée.

M, le ministre d'Etat Vandervelde souligna ce devoir dans un discours qu'il adressa aux Belges émigrés à Earl's Court, Luna Park, à Londres :

« Vous savez que le Roi adresse un appel aux céliba-



Ypres. — La Maison Biebuyck en 1914.

taires de 18 à 30 ans, pour qu'ils entrent à l'armée. Tous ceux qui résident actuellement en Angleterre sont obligés de donner leurs noms et leur adresse au « Registrar General, à Somerset House, Londres », parce que — ce que vous ignorez peut-être — une loi de 1887 autorise le gouvernement à imposer des travaux militaires à ceux qui ne prennent pas du service.

Que ces jeunes gens n'attendent donc pas plus longtemps.

Leur place n'est pas au foyer domestique, tandis que leurs camarades se font tuer.

Ils n'hésiteront pas à se ranger aux côtés de nos vaillants soldats, qui défendent avec tant d'énergie le petit coin de terre, qui constitue encore la Belgique libre. Ils préféreront remplir leur devoir que d'être condamnés aux travaux forcés, car je vous le dis en toute franchise, le gouvernement est fermement résolu à user de son droit.

Tout Belge qui en est capable doit concourir dans la mesure de ses forces, à la libération du pays.

Lorsque je parlais aux soldats dans les tranchées, ils me disaient que, malgré leurs privations, malgré de grandes souffrances, malgré les dangers, ils avaient le ferme espoir de triompher, mais ils formulaient un grief. « Ce que nous trouvons injuste, disaient-ils, c'est que nous, qui avons dû faire partie de l'armée au moment où le remplacement existait encore, nous avons atteint l'âge de trente ans et même davantage, que nous avons des enfants et que nous devons coucher maintenant sur la paille, alors que tant de jeunes gens belges se chauffent tranquillement les pieds en Angleterre et en France. »

Bientôt le gouvernement prit une mesure plus radicale. Un arrêté-loi du 1er mars 1915 appela sous les armes tous les Belges célibataires, de 18 à 25 ans, en Belgique non occupée, en France et en Grande-Bretagne. Les hommes mariés étaient donc libres, à condition qu'ils se fussent mariés avant le 14 novembre 1914. Le préambule et le premier article de l'arrêté-loi étaient conçus en ces termes :

« ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu l'article 119 de la Constitution, aux termes duquel le contingent de l'armée est fixé annuellement par une loi qui n'a de force que pour un an si elle n'est renouvelée :

Vu l'article 26 de la Constitution qui confère l'exercice du pouvoir législatif au Roi, à la Chambre des Représentants et au Sénat ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives ;
Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent de l'armée est formé pour la durée de la guerre, de toutes les classes de milice actuellement sous les drapeaux et des volontaires,

ainsi que du contingent spécial, pour 1915, tel qu'il est fixé ci-après :

Le contingent de la levée de milice pour 1915 est formé indistinctement, pour la durée de la guerre, de tous les Belges âgés de 18 à 25 ans (nés entre le 1er janvier 1890 et le 31 décembre 1896, c'est-à-dire ayant appartenu ou appartenant aux levées de milice de 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916), qui ne sont pas encore sous les armes et qui, à la date du présent arrêté, ou à partir de cette date, se trouveront dans la partie de la Flandre occidentale qui n'est pas actuellement occupée par l'ennemi ou sur le territoire de la France et des îles Britanniques. »

Ceux qui ne se présentaient pas étaient considérés comme réfractaires. Les gendarmes se mirent à leur recherche et les enrôlèrent de force. (1)

Il fallait aussi former les nouveaux cadres et instruire des officiers. Au début des hostilités il y avait 3201 officiers. L'armée mobilisée en réclama 5500.

On demanda le concours des pensionnés, on promut les élèves de l'école militaire, mais après la bataille de l'Yser le gouvernement créa des centres d'instruction, à Gaillon notamment pour l'infanterie, à Audreselles pour l'artillerie, et un autre plus tard à Onival.

A Bayeux il y avait une école pour instructeurs. On commanda de nouveaux canons et on créa des usines, même des fabriques de munitions.

On avait pu soustraire à l'ennemi 2000 locomotives et environ la moitié de tous les wagons.

Puis on construisit les garages et les ateliers d'Oissel, afin d'y concentrer et d'y réparer le matériel.

Une foule d'ouvriers de l'arsenal de Malines y travaillaient.

Fin 1914, on comptait déjà 28 ambulances belges. On en augmenta encore le nombre, ainsi que celui des trains d'ambulance qui roulaient entre Adinkerke et Calais et celui des autos-ambulances. On s'occupa aussi sans délai de la rééducation des mutilés.

Un établissement modèle pour mutilés fut ouvert à Port-Villez, près de Vernon, qui comprenait une section technique, une section de rééducation et une section médicale.

On y enseignait une cinquantaine de métiers. Les professeurs étaient recrutés parmi les infirmiers déclarés inaptes au service et dans les plus anciennes levées de milice.

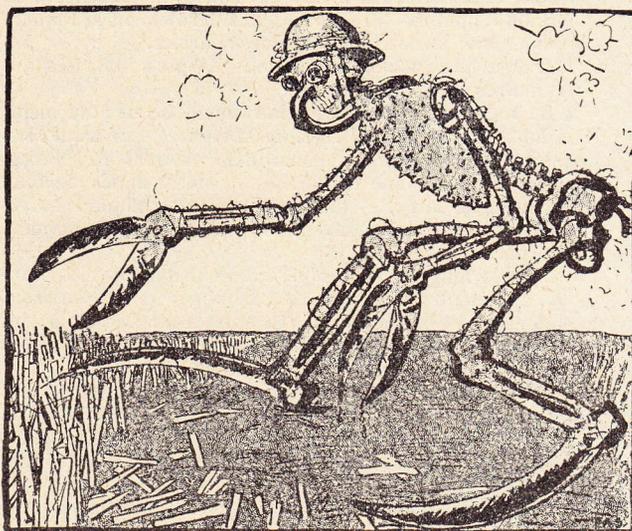
On forma aussi des compagnies d'ouvriers pour la restauration des routes; ils étaient choisis parmi les hommes des plus anciennes classes.

L'intendance reçut de nouveaux magasins largement pourvus non seulement des provisions d'usage quotidien, mais des réserves de vivres nécessaires, de nourriture pour le bétail, de pièces d'équipement, de couvertures, etc. etc.

(1) Plus tard on mobilisa tous les Belges des 18 à 40 ans en Belgique non occupée et dans les pays alliés et neutres.



La Maison Biebuyck en 1915.



Un soldat moderne.

A la fin de la troisième année de guerre ces magasins couvraient une superficie de 36.500 m. c. et la valeur des marchandises était de 86 millions.

Le 1er août 1917 on avait distribué un million et demi de paires de chaussures, 2.100.000 caleçons, 2.650.000 chemises, 2.000.000 de pantoufles, 2.000.000 de pantalons, 1.200.000 tuniques, 4.600.000 paires de chaussettes, 3.250.000 mètres d'étoffe khaki (car on sait que les vieux uniformes durent faire place à d'autres plus modernes), 8.000.000 de mètres de coton, 425.000 couvertures.

De novembre 1914 jusqu'en mars 1916 notre armée comprenait 6 1/2 divisions; au début de 1917, 8 divisions et même 10 divisions en juillet 1917.

Les ateliers de guerre occupèrent bientôt 12.000 ouvriers et ceux du Havre et des environs couvraient à eux seuls une superficie de 22 hectares.

2500 agents de la marine, des postes et télégraphes avaient émigré; ils rendirent de précieux services.

Ces quelques chiffres permettent de se faire une idée de l'œuvre gigantesque à laquelle notre gouvernement eut à faire face après la bataille de l'Yser.

Ce travail de réorganisation exigea naturellement un temps assez considérable et pendant le premier hiver nos soldats eurent encore bien des épreuves à supporter. L'habillement, le couchage, les chaussures, l'alimentation laissaient encore beaucoup à désirer. Néanmoins notre armée monta fidèlement la garde sur l'Yser et si les nombreux combats qu'elle eut à soutenir ne prirent pas les proportions d'une grande bataille, elle y déploya le même courage, la même ardeur qu'aparavant et défendit avec une énergie égale le dernier coin de terre belge contre les tentatives d'invasion de l'ennemi.

Ainsi se termina la campagne d'hiver. Le printemps allait renouveler et raviver la lutte.

Triste perspective ! Pendant que la nature se réveillait, la mort réclamait de nouvelles victimes parmi les hommes.

A mesure que le rude hiver passait pour faire place au printemps, on ressentait vivement la séparation des êtres aimés.

Le Roi et la Reine résidaient toujours à La Panne, dans une modeste villa située sur la digue.

Le prince héritier, qui avait alors 13 ans, fut incorporé dans le 8e régiment en qualité de simple soldat.

La Reine se consacrait sans cesse aux soins des blessés et s'occupait également des enfants des réfugiés de la région de l'Yser.

En dehors du grand hôpital de l'Océan, on aménagea en hôpital un château situé dans les dunes près d'Adinkerke, et que l'on appela, du nom de son propriétaire, l'hôpital Cabour. D'autres furent encore ouverts dans la suite.

Au cours de cet hiver l'armée offrait un coup d'œil étrange par la variété des uniformes ou plutôt des vêtements, qui n'appartenaient à aucun type d'uniforme.

Nos soldats avaient dû, en effet, compléter leur équipement par leurs propres moyens et c'est ainsi que l'on vit des militaires portant des vestons ou des pantalons civils, des képis de l'armée française, de vulgaires casquettes, des galoches et même des sabots.

Le premier hiver fut très dur. Le rapport que nous analyserons plus loin et qui concerne l'armée anglaise, s'applique aussi à notre armée. Nos compatriotes étaient même encore plus mal lotis, car ils occupaient un terrain inondé et devaient se loger dans de misérables tranchées remplies de boue.

Et dans les intervalles de repos on souffrait encore de grandes privations, car à l'arrière la situation laissait aussi beaucoup à désirer.

Les soldats étaient cantonnés dans des granges, dans les greniers des fermes ravagées, dont les jardins regorgeaient de caissons d'artillerie et de matériel de toute sorte, et où l'on voyait partout de véritables bourbiers.

Pendant ce mois on compta un grand nombre de malades, notamment de soldats atteints du typhus. On aspirait après le printemps, surtout parce que l'on espérait que la prochaine bataille amènerait la libération. Qui prévoyait alors une aussi longue guerre ?

L'esprit des hommes resta favorable, comme le prouve la célébration de la fête anniversaire du Roi, le 8 avril 1915, à La Panne.

Un compte rendu original de cette cérémonie parut dans le « Belgische Standaard ». Nous y lisons.

« L'anniversaire du Roi.

Jeudi, 8 avril, Sa Majesté notre Roi a atteint sa quarantième année. Cet anniversaire a revêtu, dans les temps difficiles que nous traversons, une signification spéciale.

Les autres années les cloches sonnaient, et les strophes solennelles du « Te Deum » se répercutaient sous les voûtes des cathédrales, tous les édifices publics des villes et des villages étaient pavoisés, l'armée recevait des jours de congé extraordinaires et partout se tenaient des revues.

Dans le petit coin de terre demeuré libre, l'anniversaire du Roi a été fête avec éclat, car il a été une manifestation du peuple même. Ici, à La Panne, où nos Souverains ont établi leur résidence, la vénération que l'on ressent à l'égard de notre Maison royale s'est révélée d'une façon saisissante par cette manifestation de l'âme populaire.

Le village était pavoisé. Le peuple avait arboré les couleurs nationales, témoignant ainsi, par le déploiement de ce glorieux emblème, son respect et son attachement, son estime et son admiration envers son Souverain, montrant ainsi son espoir indéfectible dans le triomphe final.

Au sommet de la tour, un drapeau neuf flottait gaiement au gré du vent, remplaçant glorieusement l'autre, déchiré et en lambeaux. N'est-ce pas significatif ? Est-ce que, en effet, la victoire ne se dessine pas déjà à l'horizon ? Et le nouveau drapeau ne doit-il pas annoncer au loin que c'est jour de fête en Belgique ?

Pendant toute la matinée ce fut à la Maison royale une affluente d'autorités militaires et civiles.

Sur la plage ce fut le mouvement des troupes défilant devant le Souverain.

La raide solennité du protocole fit place, dans l'après-midi, à la joie débordante des soldats, qui fêtaient le Roi Albert à leur manière.

Sur la digue la musique scandait des airs enjoués et les soldats firent entendre des chants de circonstance.

La joie populaire de nos braves soldats se donna libre cours en présence des chefs des corps des troupes au repos.

Les mâts de cocagne, les courses de sacs et quantité d'autres jeux divertissants répandirent la gaieté et l'allégresse dans les rangs de l'assistance.

Sur la plage eurent lieu des matches de football et on disputa même en mer un concours de forts.

On construisit des forts à l'aide de sacs de sable, au sommet desquels on plaça une table et des chaises, et trois, quatre camarades devaient s'y maintenir contre... la marée.

Inutile de dire qu'on s'amusa follement lorsque l'on

vit les vainqueurs — ceux qui avaient prolongé le plus longtemps la résistance — s'agiter dans l'eau qui les couvrait jusqu'au-dessus de la tête, pour atteindre à nouveau la terre ferme.

La distribution des prix, de friandises, d'objets pour fumeurs, etc., eut lieu dans la soirée. Généraux, chefs de corps, officiers et soldats fraternisèrent durant ces heures de délassement, chacun se retrempanant dans la joie commune.

Une vibrante Brabançonne résonna encore tard dans la nuit pour clôturer dignement ces fêtes, célébrées sans luxe et sans appareil, au milieu d'une simplicité cordiale et touchante, mais qui constituaient la plus belle preuve de l'affection de tout un peuple envers son Souverain.

Mais des jours tragiques approchaient, dont la description nous oblige à reporter nos regards plus au sud, vers le secteur de Sas et de Steenstraete, le long de l'Yperlée et du canal de l'Yser à Ypres.

Il y avait dans ce secteur des troupes belges, françaises et anglaises. Nous avons suivi la lutte formidable soutenue par les Anglais pendant les mois d'octobre et de novembre.

Comment avaient-ils passé l'hiver ? A monter la garde et à travailler à la consolidation de leurs tranchées.

Voici quelques extraits de l'ouvrage de J. Buchanan : — A Callewaert sur Ypres :

« Les tranchées ne constituaient pas cependant une position définitive. Chaque jour, comme on fait dans les montagnes, les soldats s'efforçaient de ramper plus avant au moyen de couloirs souterrains et de mines.

De chaque côté ils creusaient le terrain pour se rapprocher de l'ennemi, et lorsqu'on avait la chance de voir un tronçon de tranchée voler en l'air, avec un bruit effroyable, l'infanterie s'élançait aussitôt pour s'emparer d'une centaine de mètres de tranchées ennemies, et pour s'y installer, quand on le pouvait. Dans ce cas la première besogne était naturellement de fermer le boyau de communication afin d'empêcher les contre-attaques.

Chaque nuit des sentinelles rampaient jusqu'au « no man's land » entre les deux lignes et quelquefois il se produisait des collisions avec des sentinelles ennemies, et l'aventure se terminait alors par un combat à la baïonnette, tandis que les éclairs du magnésium éclairaient la nuit et que les canons des deux armées se réveillaient.

De part et d'autre des tirailleurs cachés opéraient pendant toute la journée et malheur à l'imprudent qui risquait sa tête au-dessus de la surface.

Les vieilles coutumes des campagnes du dix-huitième siècle furent remises en vigueur.

Des bombes et des grenades à main, des lanceurs de bombes et des grenadiers, dans le sens littéral du mot, virent reprendre leur ancienne place.

Les inconvénients de la guerre de tranchées ne peuvent jamais être complètement éliminés ; tout au plus peut-on les diminuer. Dans les premières semaines, avant le 20 novembre, lorsque les régiments étaient entassés pendant une quinzaine de jours avec leurs morts dans des tranchées boueuses, la misère défia toute description.

Lorsque l'offensive reflua et que par le fait les Alliés eurent le temps de se réorganiser, on en profita pour introduire de notables améliorations ; on releva plus régulièrement un plus grand nombre de bataillons et un orage nouveau remplaça l'ancien état de choses.

La fatigue et l'ennui ne purent être supprimés, mais les privations corporelles diminuèrent, les tranchées furent consolidées et asséchées et le réseau des communications considérablement perfectionné.

Les approvisionnements de vivres des Anglais étaient excellents.

Les relèves devinrent plus fréquentes. A l'arrière on donnait des bains chauds. Lorsqu'un bataillon sortait des tranchées sale, épuisé, hirsute, deux jours après il se retrouvait de nouveau en bon état.

La mère-patrie envoyait de nombreux cadeaux. Des infirmières et des sociétés de toutes sortes s'occupaient de procurer aux soldats des délassements et des avantages variés.

Le côté de la question qui était de loin le plus grave

c'était l'humidité. Un hiver pluvieux et la présence d'un million d'hommes transformèrent littéralement la Flandre Occidentale en un gigantesque borbier.

Il y avait cependant des endroits plus favorisés que les autres.

La région d'Arras était relativement sèche ; de même la hauteur de Klein-Zillebeke et la contrée entourant Messines et Wijtschaete ; même dans le bois de Ploegsteert — une bande de terrain de deux milles de long sur deux de large, — on avait créé une colonie relativement sèche et fort convenable, où les hommes avaient une certaine liberté.

Mais le long de la Lys et du canal d'Ypres, les tranchées étaient continuellement inondées et les environs étaient un océan de boue... Et entre Dixmude et la mer c'était pis encore... Des centaines de mètres cubes de bois, alignés pour servir de routes aux piétons, nageaient dans la boue. Un faux pas au milieu de la nuit noire et on disparaissait irrémédiablement au fond du borbier, d'où le rescapé — s'il pouvait encore à temps appeler ses camarades à son secours — sortait « non comme un poisson, mais comme un paquet de boue ».

La Lys sortit de son lit et recouvrit les tranchées anglaises sur une distance de 70 mètres environ de chaque côté.

Mais ce qui était beaucoup plus grave que le danger de mort c'était l'horreur de devoir rester pendant des heures, jusqu'à mi-corps, dans l'eau glacée, d'avoir les pores remplis de boue, de voir les parapets transformés en ruisseaux visqueux, tandis que les fusils se rouillaient, que les uniformes pourrissaient et que les pieds gelaient.

Le soldat anglais qui occupait maintenant les tranchées était un soldat de profession.

Le soldat de profession prenait part à la guerre comme à un métier quelconque et il se faisait un devoir de transformer la situation la plus désespérée en une sorte d'institution nationale et familiale. La guerre n'était pas pour lui un monde nouveau et il ne voyait pas pourquoi il aurait dû modifier ses impressions et ses usages.

Aussi les trouvons-nous exaltant avec enthousiasme, malgré un violent bombardement, les mérites de son team de football bien connu, jouant aux cartes pendant ses rares moments de loisir, et répandant sur tout ce carnage répugnant l'atmosphère calme d'un samedi après-midi anglais.

Le soldat anglais ne se mettait pas en peine pour rien. Il pouvait bien, à cinquante milles de la ligne de feu, écrire des lettres contenant des nouvelles horribles — par exemple que n'ayant pu acheter des bougies, il était obligé d'écrire à la lueur de l'explosion des obus — ; mais lorsqu'il était au feu pour de bon, il écrivait pour demander « une nouvelle pipe » et pour dire que « tout va bien et j'espère de vous la même chose » ou quelque chose d'approchant.

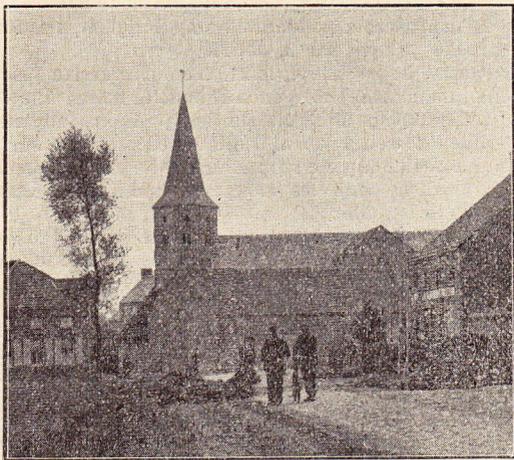
Les inconvénients mortelles de la guerre de tranchées furent atténués dans une certaine mesure par toutes sortes de facéties destinées à provoquer l'ennemi et par une foule de plaisanteries, — souvent payées de la même monnaie, naturellement.

Un célèbre clown berlinois joua un jour dans les tranchées allemandes toutes sortes de tours, sous les applaudissements des deux adversaires.

Un autre Allemand — une tête chauve comme un cailou — fut systématiquement épargné par nos tirailleurs à peu près comme un amateur d'oiseaux épargne un rare bâtard, et lorsque ce bataillon était relevé dans les tranchées, il laissait aux remplaçants des indications les invitant à épargner « the old fellow » (ce vieux type), et à ne pas le tuer.

Souvent les avant-postes ont fraternisé jusqu'à un certain point — il en fut ainsi notamment en Crimée — et le voisinage immédiat des deux lignes amena cet armistice absolument extraordinaire qui avait pour but de pouvoir fêter la Noël.

Il est fort possible que les chefs des deux armées aient fait semblant de ne pas s'en apercevoir, car quelques-unes de nos tranchées étaient quasi inondées, et les



L'église de Bovekerke.

Allemands avaient beaucoup d'ouvrages de menuiserie à faire. On conçoit que dans la partie française du front occidental il y eut peu de traces d'une pareille fraternisation ; ils avaient, eux, beaucoup de souffrances à venger, beaucoup trop certes et de trop grandes pour permettre une telle politesse.

Si les Anglais avaient été dans des tranchées dans nos Midlands, en ayant sous les yeux la région ravagée de l'Est Anglais, il n'en aurait pas été question non plus... »

Cependant il se produisait également des trêves analogues à l'occasion de la Noël au front belge et français.

« Un autre avantage précieux fut le manque temporaire d'artillerie chez l'ennemi, car les attaques de l'artillerie offraient pour nous le plus grand danger », poursuit Buchanan.

« Le terrible gaspillage de munitions aux premiers jours de la guerre faisait maintenant sentir ses effets. Les canons finirent pas s'user et un grand nombre durent être réparés. Des batteries étaient réduites de six à quatre canons et le nombre même de ces batteries avait baissé. De vieilles pièces de 9 cm. remplacèrent les fameux canons de 77 mm. ; des obusiers manquaient et une quantité de munitions était de qualité inférieure ; en janvier, les Français estimaient que les deux tiers des obus ennemis n'éclataient pas. Dans certains cas l'explosion des shrapnells brisait à peine l'enveloppe et quelquefois les shrapnells étaient chargés de morceaux de verre.

Cette période de la guerre dans l'ouest, marquée par de petites attaques suivies de contre-attaques, se prolongea jusque vers la fin de mars et fut, d'une façon générale, favorable aux Alliés.

Un regard jeté sur les fluctuations du front, de Nieuport à la Suisse, ne montre que peu de changements dans les contours, tels qu'ils sont tracés sur la carte, mais ce fait aussi eut une influence certaine. Sans doute c'est une guerre de petits faits — une colline de sable enlevée à l'est de Nieuport, une ou deux tranchées emportées autour d'Ypres, le coin d'une briqueterie près de La Bassée, quelques centaines de mètres près d'Arras, une ferme sur l'Oise, un mille de terrain dans le nord de la Champagne, une hauteur en Argonne, la cime d'une colline sur la Meuse, une partie de forêt sur la Moselle, quelques points dans les Vosges, et un ou deux villages en Alsace.

Mais l'ensemble de toutes ces petites choses signifiait la perte de beaucoup de vies d'Allemands, le gaspillage de munitions allemandes presque insuffisantes, et surtout le fait que deux millions de soldats ennemis étaient cloués sur place dans leurs tranchées.

Le front des Alliés en Flandre et dans le Nord de la France au début de mars 1915 avait peu changé depuis novembre 1914.

Sur l'Yser la marée refluaient car les obusiers alle-

mands avaient brisé près de Nieuport les digues qui les retenaient, et vers le mois de mars des troupes purent traverser les prairies entre la voie ferrée et la rivière.

De Dixmude jusqu'à la pointe du saillant d'Ypres se trouvaient des troupes françaises, principalement le 9e corps, que relevait par intervalles la cavalerie anglaise.

La boucîe formée au sud du front était tenue par le nouveau corps anglais, le cinquième, sous les ordres du général Plumer, et plus au sud, entre Wijtschaete et Messines, se trouvait le deuxième corps. Le troisième corps de Pulteney était dans ses anciennes tranchées à califourchon sur la Lys, sur le front d'Armentières. Au sud de cette ligne, d'Estaires jusqu'à l'Ouest de Neuve-Chapelle, s'alignait le quatrième corps de Sir Henri Rawlinson. Le corps indien prolongeait la ligne jusqu'à Givenchy, où le premier corps occupait sa droite jusqu'au delà du canal où il se raccordait à la 10e armée de Maud'huy.

Tandis que le front restait inchangé, l'armée anglaise s'était accru dans de fortes proportions.

Le cinquième corps, commandé par Sir Herbert Plumer, avait été formé au moyen de deux divisions, la 27e et la 28e.

Celles-ci comprenaient principalement des hommes des garnisons tropicales, qui furent soumis à une rude épreuve par suite du rude hiver des Flandres.

En février débarqua la garnison canadienne sous le commandement du général Alderson, et au mois de mars Sir John French disposait d'autant de divisions de territoriaux qu'il avait de bataillons en novembre.

L'ensemble des forces anglaises était partagé en deux armées distinctes, la première commandée par Sir Douglas Haig et comprenant le premier et le quatrième corps ainsi que le corps indien, sur le front de La Bassée à Estaires, et la deuxième armée, sous les ordres de Sir Horace Smith-Dorrien, sur le front d'Ypres, et comprenant le deuxième, le troisième et le cinquième corps.

L'effectif total atteignit environ 500.000 hommes, dans la première semaine de mars.

En mars les troupes britanniques entreprirent une attaque contre Neuve-Chapelle.

Les Allemands, de leur côté, exécutèrent une contre-attaque à Saint-Eloi, au sud d'Ypres.

Ce hameau, situé sur la voie ferrée d'Ypres à Armentières, est le point de ce dangereux rentrant au sud d'Ypres, où se déroula une lutte si terrible au mois d'octobre.

L'après-midi vers 5 heures commença un furieux bombardement et au même moment deux tranchées minées sautèrent au sud-est de ce hameau. Une furieuse attaque d'infanterie suivit, qui refoula les Anglais de leurs tranchées. Puis se produisit un feu d'enfilade à droite et à gauche, et cette partie entière de la ligne céda.

L'obscurité tomba ensuite et, grâce à elle, nous préparâmes la contre-attaque.

Le matin, à 2 heures, la 83e brigade, soutenue par la 80e, se jeta sur l'ennemi ; la première le chassa de Saint-Eloi et reprit une partie de nos tranchées vers l'ouest, tandis que la dernière complétait l'action, et à l'aube nous avions regagné tout le terrain de quelque importance.

Dans ce combat les Canadiens du régiment Princess Patricia, le 4e Rifles, le 1er Leinsters, le 3e Cornwalls et le 2e Royal Irish Fusiliers furent les vainqueurs de la journée.

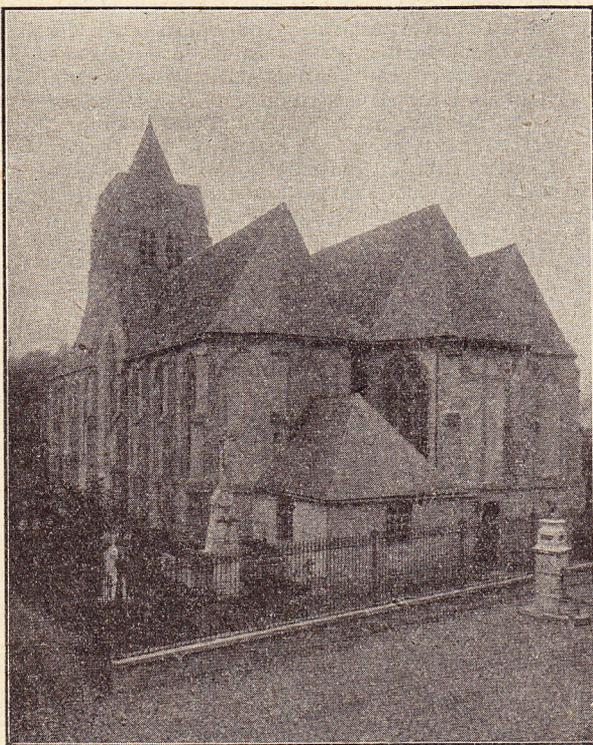
Le régiment Princess Patricia fut le premier parmi les troupes des dominions qui ait été mêlé à une affaire de très grand intérêt.

D'autres attaques et contre-attaques eurent lieu près de Wijtschaete et d'Armentières. Les Anglais bombardèrent la gare de Quesnoy-sur-Deule.

Le 15 avril les Anglais attaquèrent la colline 60, dont il a été si souvent parlé.

En réalité la colline 60 n'est pas une colline ; ce n'est guère qu'un amas de terre provenant du percement de la ligne Ypres-Lille.

L'avantage qu'il présente est de former une position pour l'artillerie, d'où l'on peut dominer tout le front allemand dans le voisinage du château d'Hollebeke. Il est



L'église de Merckem avant la guerre.

situé juste à l'est du hameau Zwartelen, où notre brigade métropolitaine entreprit son attaque décisive pendant la nuit du 6 novembre.

Le 17 avril, vers 7 heures du soir, les Anglais firent sauter sept mines débouchant dans la colline, ce qui causa de graves dégâts à la position ennemie; toute une ligne de tranchées avec 150 hommes volèrent en l'air.

Le 1er Royal West Kent et le 2e King's Own Scottish Borderers occupèrent la cime, consolidèrent les cratères et amenèrent des mitrailleuses.

Le lendemain, dimanche, vers 6 h. 30, les Allemands exécutèrent une contre-attaque en colonnes serrées, ce qui donna lieu à un combat acharné et violent. Les mitrailleuses britanniques fauchèrent l'ennemi, mais quelques-unes atteignirent néanmoins les tranchées anglaises, où s'engagea un furieux corps à corps.

Les attaques se renouvelèrent plusieurs fois au cours de la journée, mais toutes furent repoussées et à la tombée de la nuit les Anglais avaient totalement nettoyé les bords de la colline à la baïonnette.

Le 2e West Riding et le 2e Yorkshire Light Infantry relevèrent les troupes épuisées.

Dans ce combat les Anglais avaient perdu beaucoup d'hommes, mais les Allemands eurent des pertes encore plus considérables, car les bords de la colline étaient littéralement couverts de monceaux de cadavres.

Pendant les trois jours suivants on ne put goûter aucun repos. C'était là, en effet, pour l'ennemi une position d'importance primordiale, s'il voulait maintenir le terrain qu'il occupait à Hollebeke. Aussi le 19e corps saxon fut envoyé au feu sans tarder; il était soutenu par l'artillerie et par des obus asphyxiants.

Le 19 et le 20 avril l'artillerie continua à faire entendre son formidable grondement.

Puis il y eut de nouvelles attaques, qui dégénérent en un corps à corps sanglant.

Le lieutenant George Roupell (1r de l'East-Surrey) conquit la croix de Victoria, parce que malgré ses blessures et avec un courage indomptable, il résista à l'ennemi jusqu'à l'arrivée de renforts.

Le sous-lieutenant Geoffrey Woolley, du 9e London,

reçut la même croix pendant la nuit, longtemps il fut le seul officier présent sur la colline.

La bataille se poursuivit le 21. L'ennemi arriva jusqu'à la pente, mais fut rejeté. Pendant toute la soirée une véritable pluie d'obus s'abattit sur les positions anglaises. Des tonnes de feu et de mitraille arrosèrent une surface de 250 mètres de large environ sur 180 de long et pendant quatre jours et demi les troupes britanniques vécurent comme dans un enfer. (1)

Le jeudi 22, eut lieu une accalmie analogue à celle du 28 octobre, et qui devait précéder la plus terrible tempête.

Le soir du jeudi 22 fut calme et agréable, une brise légère soufflait du nord-est.

Vers 6 h. 30, nos éclaireurs d'artillerie signalèrent aux commandants qu'ils avaient aperçu un étrange brouillard vert qui semblait rouler au-dessus des tranchées françaises.

À la tombée de cette nuit d'avril, et tandis que le gros obus continuait à pleuvoir sur Ypres, des scènes étranges se déroulèrent entre le canal et la chaussée de Pilkem.

Une multitude de soldats français se sauvaient dans l'obscurité, aveuglés, toussant et poussés par une frayeur folle. Des fantômes inconnus leur étaient tombés sur le corps et ils avaient fui entraînés par une crainte plus qu'humaine. Ils avaient abandonné des centaines de camarades, asphyxiés et morts, les lèvres couvertes d'écume et la face horriblement bleue.

Les fuyards traversèrent le canal, et la route de Vlaermertinghe était encombrée de fantassins en déroute et de caissons d'artillerie sans canons. Aucune honte ne s'attache à ces troupes en fuite. Un pareil attentat était, en effet, au-dessus des forces humaines.

Quelques Zouaves et Turcos fuirent en droite ligne dans la direction du sud vers la chaussée de Langemark et à la tombée de la nuit elles arrivèrent devant les positions des troupes canadiennes. Les Canadiens, abasourdis, contemplaient avec une surprise extrême ces villages hébétés et sombres, ces poitrines haletantes et ces lèvres livides.

Puis, ils perçurent à leur tour ces odeurs extraordinaires et inconnues et sentirent dans leur gorge des picotements et des douleurs, en même temps qu'une nausée mortelle.

Le résultat immédiat fut une brèche de quatre milles entiers dans la ligne. Ce qui restait des Français s'était concentré sur le canal, de Boesinghe à Steenstrate, où une attaque allemande chercha à les rejeter sur la rive opposée, et de là jusqu'à la gauche de la 3e brigade canadienne il y avait quatre milles de terrain découvert. Les Allemands tentèrent de percer à travers cette trouée, en se faisant précéder de petits nuages de gaz asphyxiants, et en soutenant l'action par un feu d'artillerie très violent.

Les Canadiens avaient été également éprouvés, mais moins que les Français.

Le général Turner, dont le flanc était suspendu de l'air, n'avait pas d'autre moyen pour sauver la situation que de couvrir ce flanc. On fit des efforts pour arrêter les Turcos, et le capitaine Guy Drummond, des Royal Highlanders, un officier énergique et affable, tomba héroïquement en accomplissant cette mission.

Sous la poussée de l'attaque de quatre divisions, la 3e brigade exécuta un mouvement de conversion intérieure à partir d'un point situé juste au sud de Poelcapelle, jusqu'à ce que toute son aile gauche s'appuyât sur le bois situé à l'ouest de Saint-Julien. Il restait encore une brèche, qui put également être fermée à temps.

Le 1er et le 4e Ontario se lança à l'assaut de la position allemande de la trouée. Le colonel Birchall, du 4e, fut tué au cours de cette attaque et sa mort exalta l'héroïsme du bataillon.

Les hommes enlevèrent les premières tranchées-abris des Allemands et s'y maintinrent deux jours entiers jusqu'à l'arrivée des renforts.

(1) Toujours d'après le rapport de John Buchanan-Cal-lewaert. Il est donc encore question des troupes britanniques.